NÉCESSITÉ D'UNE DERNIÈRE DÉBÂCLE POLITIQUE EN FRANCE

---

par Victor CONSIDERANT

1836

QUESTION POLITIQUE ET EN PARTICULIER DES ABUS DE LA POLITIQUE ACTUELLE.

CHAPITRE PREMIER: *SUR LES ERREURS PRATIQUES DE LA POLITIQUE.*

Première partie: ***De ce que l'on doit entendre par la Politique, et de l'indifférence que l'on commence à avoir pour elle.***

Je vais marcher sur des charbons ardents, - non pas pour me conformer à mon épigraphe, - mais parce que je veux parler sur les choses Politiques, et que je veux le faire franchement, nettement, sans déguiser ma pensée. Si les pensées sont vraies, si les idées sont justes, si les raisonnements sont concluants, c'est là ce qu'il faudra savoir et dont on doit s'enquérir. Qu'importe le reste? si l'on trouve ici des vérités utiles, faudra-t-il repousser ces vérités parce qu'elles ne sont pas d'accord avec telle ou telle manière de voir?

Tout homme, en venant au monde, apporte au fond de son cœur le sentiment inné de la justice et l'amour de la vérité. Ces sentiments ne s'oblitèrent pas dans le cœur; seulement, de nos jours, ils restent habituellement au fond; ils ne se montrent au dehors que par moments, quand la volonté les évoque. On comprend ce qui est juste et vrai, quand on le désire. Nous serions heureux que le lecteur voulût bien se mettre dans cette disposition pour trois heures, - le temps de lire cet écrit. Il s'agit d'opinions, de théories, d'idées, à juger c'est donc l'esprit calme du juge, non l'esprit passionné de l'homme de Parti, qu'il conviendrait d'apporter ici.

Après ce court préambule, que l'on me pardonnerait certainement si je disais la raison pour laquelle je t'ai fait, - nous pouvons aborder notre sujet. Entrons donc dans les buissons d'épines.

La Politique, entendue avec tout le monde, dans le sens actuel et pratique du mot, désigne ici pour nous l'ensemble des théories ou opinions belligérantes, relatives aux principes constitutifs du gouvernement, ou aux différents systèmes administratifs qui se disputent les portefeuilles, pour le plus grand bien de la nation, sans doute, - puisque les assaillants de ces portefeuilles et ceux qui les défendent, ne s'entendant sur aucun autre point, s'entendent toujours sur celui-là.

C'est un fait avéré, certain, que, aujourd'hui et comparativement à des époques qui ne sont pas encore bien éloignées de nous, la Politique a perdu beaucoup de son importance et de son autorité; une grande quantité de ceux qu'elle comptait, il y a peu d'années, parmi ses dévots ardents, ne sacrifient plus maintenant à ses autels qu'avec tiédeur et seulement par habitude: d'un autre côté, des Idées d'un ordre différent sont en germe dans la plupart des bons esprits qui sont tournés vers l'avenir et à qui l'avenir appartient.

Ceci est un fait: la Presse politique le signale elle-même chaque jour, elle s'en plaint amèrement; elle appelle cela une coupable indifférence pour les intérêts du pays; elle trouve que c'est un grand malheur, et nous comprenons fort bien qu'elle juge la chose ainsi.

Deuxième partie: ***De la question, de savoir si l'indifférence croissante en matières politiques est un mal, ou un bien, et ce que c'est qu'un Parti.***

Cependant, - pour ceux qui n'ont pas un commerce de denrée politique à soutenir; qui n'ont à vendre au poids, à l'aune ou à la page, aucune des matières de consommation journalière à l'usage de la *République,* de l'*Opposition,* de la *Légitimité* ou de la *Quasi-légitimité*; pour ceux-là, disons-nous, il n'en saurait être de même; il est fort possible, en effet, que ces derniers se soient aperçus qu'il n'y a pas grand-chose de bon à tirer pour la *Nation*, pour la *Liberté*, pour l'*Ordre*, pour le bien-être de tous, des querelles que se font ces quatre opinions, leurs journaux et leurs innombrables nuances, à propos des intérêts de l'*Ordre*, de la *Liberté* et de la *Nation*; car ils débitent sur tout cela force belles paroles qui ne sont malheureusement pas accompagnées de résultats, à moins que ce ne soient des résultats fort déplorables et fort subversifs.

Ainsi, en admettant comme nous qu'il serait très malheureux et très triste que l'amour du bien public se retirât des cœurs et son zèle des esprits, il se pourrait faire néanmoins qu'on vît avec joie la désertion qui se manifeste dans le domaine de la *Politique*, et le discrédit où tombent les controverses constitutionnelles et administratives, si l'on comprenait que ces controverses, loin d'être favorables au bien public, à l'*Ordre*, à la *Liberté* et au *Progrès*, retardent au contraire et compromettent toutes ces bonnes choses.

Si bien qu'en faisant appel au bon sens purement et simplement, comme nous croyons le faire ici, il ne s'agit plus pour juger la question en litige avec ceux qui commercent en denrée politique, que de savoir si le bien public exige que l'on augmente, active et soutienne la consommation et la circulation de cette denrée, ou s'il est intéressé, au contraire, à ce qu'on laisse tomber paisiblement cette branche d'affaires dans le discrédit qui se manifeste naturellement sur elle en ce temps-ci.

La question est bien simplifiée quand elle est posée dans ces termes nouveaux, et nous désirerions qu'elle fût présentée ainsi dans quelques uns des articles que la *Presse* émet surabondamment sur ce sujet. Mais ce n'est pas comme cela qu'elle entend les choses.

Chaque *Parti* politique, chaque opinion politique a la prétention, d'abord, d'avoir en main la *Justice*, l'*Ordre*, la *Liberté* et en définitive le bonheur de la France; peut-être même irait-on jusqu'à celui de l'Europe, mais ça n'est pas aussi sûr. Au reste quand nous employons le mot *Parti* et opinion politique entendons bien que nous ne voulons pas caractériser un être réel existant; un parti, c'est une pure entité, un être de raison, quelque chose de vague et d'insaisissable, composé de beaucoup de gens qui ont plusieurs mois communs et servant de point ralliement dans les batailles de la *Presse*, et de la conversation, pendant ou après dîner. Mais qu'il y ait dans les partis des idées communes, qu'il y ait quelque unité de pensée, qu'il y ait même des idées arrêtées, des doctrines précisées et positives, c'est ce que personne n'a jamais vu encore; de telle sorte que quand nous disons le parti A, B, C, D,... nous voulons dire l'ensemble des personnes qui ont étiqueté sous le nom du parti A, B, C, D, etc... leur opinion personnelle.

Or, on ne peut pas se figurer combien sont divergentes et peu d'accord entre elles les idées de toutes les personnes qui ont mis à leur opinion individuelle l'étiquette commune. Ces opinions sont si peu liées, elles forment si peu corps de doctrine qu'il n'y a même pas, parmi les deux ou trois cent mille français qui jouissent d'une opinion politique, un sot acceptant passivement l'opinion de son journal (il en est bien quelques uns de cette sorte dans le nombre), qui, nonobstant, n'ait la prétention décidée d'avoir son opinion à soi. *«Monsieur, j'ai mon opinion à moi, je vous prie de le croire».* Si vous contestiez cela à votre interlocuteur, il se regarderait comme insulté; et cette formule si tranchée renferme bien l'idée que l'opinion à soi est une opinion faite par soi, qui a origine en soi, et qui diffère positivement de celle des autres...

Troisième partie: ***Comment il y a trois cent mille moyens de rendre la France heureuse; et, subsidiairement, du caractère de la Science politique..***

Dès lors, vous voyez qu'il n'y a pas quatre moyens de rendre la France heureuse, comme on aurait pu

l'entendre tout à l'heure quand nous parlions de quatre Partis, mais deux ou trois cent mille au moins; c'est beaucoup; nous pourrions dire que c'est trop: et, sans doute, un seul qui serait bon vaudrait mieux.

Parlant raison, il est certain que pour tout homme de sens, l'existence simultanée dans un pays de deux ou trois cent mille opinions politiques différentes, prouve que la science politique n'est pas constituée dans ce pays. N'y eût-il que six, que quatre opinions belligérantes si vous voulez, leur lutte, leur combat, prouverait encore la même chose, car, enfin, il n'y a pas six ou quatre opinions chimiques, six ou quatre opinions astronomiques, géométriques, algébriques, etc..., dans toutes les parties de ces différentes branches où la science est faite. Mais, dira-t-on, dans de pareils ordres de choses, il était bien plus facile de constituer la science que dans l'ordre politique. Nous répondons que quand cela serait, ce n'est point ce dont il est question ici. Nous ne disons pas qu'il est plus ou moins difficile de constituer la science politique que telle ou telle autre science, nous établissons seulement d'une manière péremptoire et indéniable qu'elle n'est pas constituée.

Ici pourtant, beaucoup de ceux qui ont leurs raisons pour cela, voulant à toute force éviter d'être face à face avec la question, cherchent encore à échapper par l'argumentation suivante; ils disent: *«qu'il n'en est pas de la science politique comme d'une science naturelle ou mathématique, où chacun accepte la vérité parce qu'elle ne blesse les intérêts de personne; qu'en politique les hommes n'acceptent pas la vérité quand elle est contraire à leurs intérêts, etc...»*. Cet argument est très répandu, car il est à l'usage de chaque Parti, de chaque opinion individuelle; même on peut dire qu'il est d'un usage facile et commode: vous savez bien qu'en Politique on passe les neuf dixièmes du temps des discussions à dire aux Partis adverses, que tout irait bien s'ils n'étaient pas là, à la traverse, avec leurs vils intérêts, leur corruption, leurs mauvaises passions, etc..., etc..; enfin, ce que vous avez lu cinq cents fois. Eh bien! ces beaux mouvements d'éloquence politique qui composent à peu près toute l'affaire, et qui sont commodes pour la composition d'un journal ou d'un discours parce que c'est toujours la même chose, ne sont rien que des traductions plus ou moins oratoires, et plus ou moins poétiques, de cet argument que nous disions tout à l'heure. Il est donc très répandu et fort employé, cela est vrai; - mais c'est un malheur, car il est bien mauvais.

En effet: prenons l'astronomie. Les mouvements des corps célestes sont l'affaire de l'astronomie. Avant qu'on eût trouvé la raison de ces mouvements, on avait sur eux mille systèmes faux, qui contrariaient plus ou moins les faits, rendaient compte des uns et non des autres; c'était le temps de l'astrologie. La science astronomique n'était pas constituée; il y avait alors anarchie dans les opinions qui différaient beaucoup et disputaient entre elles. Cette anarchie ne cessa que lorsque l'on eut trouvé la formule conforme à la vérité; et l'on reconnu qu'elle y était conforme, parce que, comprenant tous les faits astronomiques, elle satisfait à tous également. Ce fut ce jour-là seulement que la science astronomique fut constituée.

Ainsi une science est constituée quand on a découvert la formule qui comprend et lie tous les faits qui la concernant et satisfait également à tous à la fois. C'est là le caractère scientifique; quiconque a les moindres notions sur ce sujet le sait parfaitement; le simple bon sens suffit d'ailleurs pour le comprendre.

Or, si la Politique, comme elle le prétend elle-même, a pour objet les faits sociaux, les intérêts généraux et particuliers, il résulte incontestablement de ce que nous avons dit, que la science politique ne peut être constituée que par la découverte d'une formule qui contienne une loi de combinaison de ces intérêts, comprenant tous ces intérêts et les satisfaisant tous également.

Ce qui fait que, quand on soutient une théorie, en disant que, si elle est repoussée, c'est par les intérêts qui lui sont opposée et qu'elle froisse, cela revient exactement à dire que cette théorie est fausse, puisqu'elle laisse certains intérêts hors d'elle, les repousse et les sacrifie, pendant que le caractère de la formule politique véritable est de les satisfaire tous!

Et si l'on répond à ceci, toujours pour échapper à la logique, au bon sens et à la question, qu'il est impossible de satisfaire tous les intérêts, cela ne veut pas dire autre chose sinon que celui ou ceux qui parlent ainsi ne voient pas, ne connaissent pas le moyen capable de combiner tous les intérêts, de les satisfaire tous, et de plus, qu'ils se reconnaissent incapables de le découvrir, et par conséquent incompétents dans la question politique telle qu'elle doit être raisonnablement et humainement posée. Dès lors (à moins qu'on ne veuille se convertir à la raison, et par suite se mettre à chercher la formule dont nous parlons, ou écouter avec bonne foi ceux qui l'ont cherchée et qui prétendent l'avoir trouvée), on doit donner sa démission sur cet objet et se taire. Cela vaudrait mieux que de continuer à embrouiller et envenimer les choses par de sottes querelles, comme on le fait si bravement aujourd'hui.

Quatrième partie: ***Qu'il est difficile de trouver ce que l'on ne cherche pas; et comment il se fait que l'on est tantôt pour le séné, tantôt pour la rhubarbe..***

Toujours est-il que si l'on convenait franchement que la science politique n'est pas constituée, que nos discussions de Parti et de Presse, ayant mal pris la question, et ne s'occupant qu'à se battre en brèche les unes les autres, ne sont pas en bonne voie pour arriver à solution, ce serait déjà un bon pas de fait; car, au lieu de continuer ces luttes ridicules, aveugles et malfaisantes, dans lesquelles on gaspille si misérablement de bonnes et belles facultés, on se mettrait à l'ouvrage pour constituer la science; on examinerait les bases de la question, qui sont les intérêts divers et aujourd'hui opposés; on étudierait leurs différentes exigences; on chercherait les moyens de les accorder entre eux. Vous comprenez de reste, sans doute, que cette disposition d'esprit est la seule qui puisse nous conduire à la découverte de ces moyens; car, enfin, tant que cette excellente partie de notre nature, qui nous fait un besoin de nous occuper des affaires publiques, ne servira qu'à exciter notre intelligence pour activer la querelle qu'ont entre eux les intérêts opposés, notre intelligence, tout occupée au combat des intérêts, ne sera pas en position de trouver les moyens de les accorder. Ce serait bien étrange qu'en s'occupant exclusivement à se faire la guerre les uns les autres on trouvât les conditions d'un bon traité de paix, favorable aux uns et aux autres! Il faudrait pour cela un miracle, et nous ne sommes plus au temps des miracles.

Ceci montre, au reste, l'origine de cette opinion irréfléchie, absurde, et par malheur si fort enracinée dans les esprits, que les intérêts qui disputent aujourd'hui ne sont pas susceptibles d'être amenés à l'accord par une meilleure combinaison des choses: il est simple que l'on ne croie pas à la possibilité de cet accord, quand on n'en a jamais cherché les conditions, quand au contraire on n'a travaillé qu'à perpétuer leur hostilité en consacrant tout le temps et toute l'intelligence à rendre cette hostilité plus vive et plus acharnée.

Voyez donc combien tous ces gens-là se trompent. Pour faire beau jeu à la Politique, supposons que les deux ou trois cent mille opinions se réduisent à deux seulement: d'un côté ceux qui ont mis le mot de Liberté sur leur drapeau, de l'autre ceux qui ont pris l'Ordre pour devise. Remarquons, d'abord, que ces opinions ne sont pas autre chose que l'expression de l'intérêt du Parti qui les met en avant, car vous voyez bien que dans nos agitations politiques ce sont toujours ceux qui ont l'avantage du moment qui sont pour l'Ordre; et ceux qui ont le désavantage, pour la Liberté. Quand la Légitimité était au pouvoir, elle demandait l'Ordre; aujourd'hui qu'elle n'y est plus, elle combat avec la République qui n'y est pas non plus, au nom de la Liberté; quand le parti libéral qui est au pouvoir aujourd'hui, et qui demande si fort l'Ordre, avait le dessous, son mot d'attaque était la Liberté, - on se le rappelle bien, puisqu'il n'y a pas plus de cinq ans de cela; - enfin, si la République qui a pris spécialement maintenant la Liberté sous sa protection, s'emparait demain du gouvernement, demain vous la verriez en œuvre de l'Ordre et occupée à faire un gouvernement suffisamment fort et respectable; on se souvient qu'elle n'y allait pas autrefois de main-morte. Notez, d'ailleurs, que nous ne nous occupons pas ici de savoir si elle serait forcée d'employer les moyens qu'elle employait alors, ou si elle en pourrait employer d'autres, - comme elle le désire sans doute: ce n'est pas la question: nous constatons seulement qu'elle se mettrait tout de suite à vouloir l'Ordre, et qu'elle ne serait pas assez sotte pour ne pas modérer quelque peu la Liberté des Partis qui voudraient la renverser.

C'est ainsi que les affaires varient.

Cinquième partie: ***D'un vieux morceau de musique politique à deux voix.***

Les voilà donc, tantôt en haut, tantôt en bas, et vocalisant toujours ce même duo que nous savons par cœur pertinemment, j'ose le dire, depuis le temps qu'on nous le répète.

Voici ce duo: - *Amant alterna Mayence,*

CHŒUR DES AMIS DE L'ORDRE.

«Qui êtes-vous, vous qui nous attaquez? Les fauteurs du désordre et de l'anarchie! les ennemis des lois et du pays! les perturbateurs acharnés de l'Ordre public! vous êtes de misérables agitateurs, sans cesse occupés à échauffer, remuer et soulever les mauvaises passions! il faut pourtant que l'Ordre que vous attaquez avec rage et fureur se rétablisse; il faut des lois sévères pour vous tenir en bride. La révolte est toujours menaçante, vous entretenez toujours l'hydre de l'anarchie, vous paralysez sans cesse l'action propice d'un gouvernement qui veut le bonheur du pays... Il faut bien le mettre à l'abri de vos tentatives révolutionnaires,

il faut sauver l'État, sauver la France! il faut intimider les mortels ennemis du repos et de la paix! il faut les frapper d'une crainte salutaire sans laquelle le gouvernement devient impossible, il faut les terrifier... » Finissons-en avec les factieux! etc..., etc...». Tout cela avec divers degrés de verve et d'éloquence, appropriés aux temps, aux lieux, aux circonstances du moment, et qu'il est inutile de distinguer ici.

À quoi les autres répondent:

CHŒUR DES AMIS DE LA LIBERTÉ.

«Ah! que vous êtes bien des infâmes, vous qui vous prélassez au pouvoir et vous nourrissez des sueurs du peuple! Comme vous dévorez l'impôt! Comme vous vous jetez sur les trésors arrachés à la nation, à cette malheureuse France dont vous sucez effrontément le sang et les richesses! Vous êtes les ennemis mortels de la Liberté, du Progrès, de tout ce qui est bon et honnête! Vous vous engraissez là bien à votre aise, n'est-ce pas? La place est bonne au pouvoir, misérables sycophantes! Qu'avez-vous fait de vos principes, vous qui vou disiez les amis de la Liberté? vous les foulez aux pieds maintenant, renégats sans âme et sans cœur! A vous les places! à vous les honneurs et les richesses! à vous d'opprimer par la force brutale et d'y joindre la ruse et la corruption car tous les moyens vous sont bons; car vous êtes des gens sans moralité et sans conscience; car vous foulez aux pieds tout sentiment et toute justice! Ah! demander à des gens comme eux de la conscience et de la justice, autant vaudrait demander des moissons au désert, la vie à un cadavre! Holà! messieurs du pouvoir, il faut pourtant que cela finisse! Croyez-vous donc que le peuple que vous écrasez soit disposé à supporter longtemps encore votre honteux despotisme? Non, non! la mesure se remplit, elle sera bientôt comble et il faudra bien qu'elle répande. Le jour de la justice n'est pas loin! Allez, allez, vous n'êtes pas de taille à étouffer la Liberté! et, après tout, qu'êtes-vous? rien; une poignée de misérables, et il y a contre vous toute une nation généreuse qui est faite pour la Liberté, qui veut la Liberté! Ah! etc..., etc...».

(Le plus curieux est qu'il y a beaucoup de vrai de chaque côté).

Sixième partie: *De diverses sortes de fruits de la politique.*

Mais, bon Dieu! où voulez-vous donc que tout cela mène? Qu'est-ce que vous pensez tirer de tout cela? - De temps en temps, une révolution, une usurpation, une restauration, et puis des quantités de chartes et de constitutions! Des constitutions qui ne constituent rien du tout encore, qui déplacent ceux-ci et placent ceux-là; qui donnent de la tablature aux plumes des écrivassiers de journaux, des occasions pour varier le vieux thème que nous venons de dire; qui prennent un temps d'enfer aux amateurs des matières politiques; qui font fleurir les cabinets de lecture, et éreintent l'agriculture, l'industrie, les arts, le commerce; qui vous promettent l'ordre, la liberté, la justice, la vérité, la prospérité de la France, toutes sortes de merveilles, que sais-je? et qui vous donnent la guerre à l'intérieur, la guerre à l'extérieur, des doublements et redoublements d'impôts, des charges toujours croissantes. Tout cela nous perd notre temps, notre argent, et nous fait du mauvais sang, sans compter que cela nous en prend.

Pendant ce temps-là, il y a vingt-trois millions de pauvres gens qui labourent la terre comme des forçats; huit millions qui travaillent comme des galériens dans les ateliers et manufactures; qui paient, paient, et paient toujours; qui mangent de mauvais pain quand ils en ont; qui donnent leurs garçons à la conscription tous les ans, leurs filles aux grandes villes pour l'usage de ceux qui s'en servent; qui souffrent comme ont souffert leurs pères et ne font pas un pas sans que la misère ne se mette en route avec eux; enfin qui n'ont pas de meilleure perspective que l'hôpital quand la maladie les prend, et dont les enfants se gênent beaucoup pour les faire enterrer, s'ils n'ont pas travaillé le jour de leur mort. Ces trente-un millions de Français dont nous parlons ici sont bien de la nation, j'imagine, quoiqu'ils ne jouissent pas d'une opinion politique et s'en soucient peu; la Politique ne fait pas mieux aller leurs affaires, au contraire; et quand il arrive qu'elles ont un moment de mieux, c'est justement quand la Politique calmant un peu son zèle bruyant pour le bien public, laisse la nation respirer un instant en paix. Quand il y a quelque amélioration pour le peuple, ce n'est pas plus par les perfectionnements et les recrudescences de la Politique que par les recrudescences du choléra, mais c'est bien par les perfectionnements de l'industrie, de l'agriculture, et les recrudescences du travail productif.

Plus les discussions, luttes et batailles politiques sont vives, acharnées, brûlantes, plus les sources de la prospérité publique diminuent, et moins bien vont toutes les affaires, si ce n'est celles des écrivains de jour-

naux politiques, actionnaires de journaux politiques, faiseurs de journaux politiques, et de toute espèce de brochures, livres, pamphlets et commerces politiques. Après cela, vous direz: Il faut que la nation française, réputée si spirituelle, soit bien bête pour se laisser toujours, au grand toujours, leurrer, bafouer, mener, endoctriner et prendre son argent par ces gens-là. - C'est vrai, et nous sommes de votre avis.

Ensuite, nous ne disons pas que tous les journalistes et écrivains politiques ont pour but unique de nous prendre de l'argent. Nous nous disons seulement que c'est là toujours, en dernière analyse, que cela aboutit. Il y a parmi eux de très honnêtes gens; nous en connaissons quelques uns; il en est certainement qui croient, de bonne foi, être utiles à la France. Aussi, nous soutenons que ceux qui vont franchement sont des gens estimables. Ce n'est pas une raison, cependant, pour encourager leur erreur en contribuant à les y maintenir. On doit, au contraire, les aider à en sortir, en leur donnant les moyens de mieux employer leur temps, leur intelligence et leur zèle dont le principe est louable. Vous voyez bien qu'ils disent tous et toujours: *Il est temps d'en finir!* et ils n'en finissent jamais. Toujours des révolutions glorieuses, des glorieuses révolutions, des révolutions impérissables: il n'y a pas de nation qui pourrait y tenir.

Septième partie: ***Du tort que la Politique a eu de séparer l'Ordre et la Liberté, et ded boutons de la garde nationale.***

Voyez, au reste, comme la Politique (sur laquelle il convient de jeter tout le mal, et qui divise tant d'hommes réellement faits pour s'estimer et se comprendre) a mal emmanché son affaire, - passez-nous l'expression, - elle a fait deux camps, l'un pour l'Ordre, l'autre pour la Liberté; et puis, elle a cantonné dans ces camps les Partis qui n'en démarreraient pas pour un Empire, ou plutôt qui n'en voudraient démarrer que pour un Empire.

Nous savons bien qu'il est assez agréable et satisfaisant de se dire, - à part soi, - et même de dire tout haut, très haut, d'un côté: *«Nous sommes les vrais bons citoyens, nous, les hommes amis de leur pays, des lois, de l'Ordre; et nous n'avons pour ennemis que ces agitateurs à mauvaises passions qui seraient enchantés de bouleverser tout un pays pour assouvir leur ambition».*

Et de l'autre côté: *«Nous sommes, nous, les hommes du pays, du peuple, dévoués avant tout au bonheur de la nation, prêts à verser notre sang pour la conquête de ses droits; nous sommes et serons toujours les hommes de la Liberté, et nous n'avons, en face de nous, que ces misérables qui barrent là route au progrès, gouvernent par la corruption, vendent, trafiquent, pompent, sucent, etc..., etc...»*, enfin tout ce qu'on dit en pareille circonstance.

Cela est vrai, il est satisfaisant de se rendre cette justice de chaque côté; mais cela n'empêche pas que la Politique n'ait eu tort et très tort de mettre ainsi dans deux camps séparés et hostiles, l'Ordre et la Liberté. (Ici j'entends quelqu'un dire qu'à la révolution de juillet, on a écrit sur les corps-de-garde de la garde nationale: *Liberté-Ordre public;* et que ces deux mots se voient encore unis sur les boutons de cette même garde nationale; - nous ne nions pas le fait, nous disons même que cela était très bien, et prouvait de la bonne volonté, un excellent esprit et les excellents désirs de cette garde nationale qui a aimé et voulu cette devise. Pourtant, cela ne suffit pas; on a uni les deux choses sur les corps-de-garde et sur les boutons; on a bien fait, nous le répétons; mais la Politique n'a pas eu de respect pour cette manifestation, et les deux choses demeurent toujours séparées dans les Partis, quoique unies sur les boutons et sur les corps-de-garde. Voilà notre réponse: elle est conforme aux faits. - Revenons. Nous disions qu'il était important de ne pas établir un antagonisme entre l'Ordre et la Liberté, et nous avons deux raisons pour soutenir cette thèse.

Huitième partie: ***Des raisons que l'on pourrait avoir de ne pas isoler l'Ordre et la Liberté****.*

La première, c'est que si l'Ordre et la Liberté sont tous deux de bonnes choses, il ne faut pas avoir l'air de faire ainsi de la condition de triomphe de l'une, une condition de revers pour l'autre; car, si toutes deux sont bonnes, un Parti raisonnable serait celui qui prendrait également à cœur de les réaliser toutes les deux, et qui s'occuperait de trouver les conditions de leur co-existence; au lieu de se faire simplement de l'une, une arme contre ceux du Parti qui se fait une arme de l'autre.

La seconde raison que nous avons encore, c'est qu'en y regardant bien, on peut se convaincre que l'une,

loin d'être opposée à l'autre; par essence, lui est au contraire essentiellement et parfaitement nécessaire. Voici comment cela se voit:

D'abord, pour la Liberté: on sent bien que dans le désordre et dans l'anarchie, la Liberté est un mot qui n'est qu'une dérision quand on l'applique à ceux qui ne sont pas les plus forts, et qu'il n'a un sens que pour ceux qui ont le talon de leurs bottes ou la semelle de leurs souliers ferrés, de leurs sabots si vous voulez, sur la gorge des autres. Liberté, pour ceux-ci, veut dire tout simplement pouvoir d'empêcher que ceux qu'ils tiennent comme nous venons de dire, ne crient ou ne remuent trop fort; et pour ceux-ci encore, ceux-ci mêmes qui ont le talon de leur botte, leur soulier ferré ou leur sabot ainsi placé, le mot de Liberté n'a qu'une valeur de peu de durée, véritablement éphémère; car, comme ils ne peuvent pas avoir les muscles toujours tendus, les patients finissent toujours par se relever, mettre ceux de dessus, dessous, et leur rendre soulier ferré pour talon de botte, ou talon de botte pour soulier ferré. D'ailleurs, cette Liberté , indépendamment de ce qu'elle est éphémère, est une vilaine Liberté, et ne peut pas être réclamée dans une discussion entre gens du même pays qui sont suffisamment policés. On est déjà assez malheureux, quand on est le plus fort, d'être obligé de prendre cette Liberté-là pour contenir les autres, qui, sans cela, ne se soumettraient pas volontiers à l'Ordre que l'on a établi. - Voici donc qu'en l'absence de l'Ordre fondé sur l'harmonie naturelle ou artificielle, sur l'accord des intérêts, de l'Ordre consenti, volontaire et bien assis, la Liberté n'existe pas pour les intérêts opprimés, - quelle que soit la classe opprimée, haute ou basse -; et que la Liberté de mauvais aloi des oppresseurs elle-même ne peut pas durer, si toutefois la nécessité où ils sont de surveiller et comprimer sans cesse, peut s'appeler pour eux de la Liberté.

L'Ordre produit par l'accord des intérêts, - et c'est là seulement ce que l'on peut appeler Ordre, - est donc la condition sine qua non de la Liberté.

D'un autre côté maintenant, il est palpable que la Liberté est la condition même de l'Ordre; car les hommes et les intérêts qui ne sont pas libres se sentent plus ou moins gênés, contraints, opprimés; s'ils se sentent gênés, contraints, opprimés, ils souffrent; ils sont donc, par position même, portés à réagir contre la cause de leurs souffrances, contre la domination qui leur est imposée. Ils menacent donc perpétuellement l'Ordre: le désordre se fait donc jour partiellement, à chaque instant, ici et là, à droite et à gauche, par des frottements, des résistances, des émeutes, des révoltes, jusqu'à ce que la réaction devenant de plus en plus puissante, il ait enfin la force de faire sa révolution.

Alors, c'est le tour des autres.

Et puis, l'Ordre en l'absence de la Liberté, cet Ordre qui opprime plus ou moins, n'est pas un Ordre de bon aloi, comme nous le disions tout à l'heure pour la Liberté.

Ainsi, en l'absence de la Liberté, point d'Ordre véritable, point d'Ordre stable même, (à moins d'une énorme compression sur laquelle nous ne devons pas spéculer).

La Liberté est donc la condition de l'Ordre, comme l'Ordre est la condition de la Liberté.

De plus, l'Ordre et la Liberté ne peuvent résulter absolument que de la parfaite harmonisation des intérêts; ou, - si vous ne voulez pas l'expression absolue, mais seulement l'expression relative: - on ne peut faire des conquêtes progressives, dans le sens de l'Ordre et de la Liberté , qu'au furet à mesure qu'on sait réaliser l'accord d'un plus grand nombre d'intérêts.

L'Ordre et la Liberté sont donc parfaitement corrélatifs à la nature de la combinaison des intérêts sociaux, et sont la conséquence de l'état même de cette combinaison; si bien que si vous-supposiez une nation où l'harmonie des intérêts serait parfaite, l'Ordre et la Liberté seraient absolus dans cette nation; et si vous supposez une nation dans laquelle, au contraire, les intérêts sont tous parfaitement opposés, le désordre y sera parfait et la Liberté nulle.

CHAPITRE DEUXIÈME: *SUR LES ERREURS THÉORIQUES DE LA POLITIQUE.*

Première partie: ***Que l'on se querelle souvent pour un malentendu.***

Tout ceci est si clair qu'il n'est personne qui ne l'ait pensé au moins une fois dans sa vie, et qui ne soit disposé à en convenir avec nous. Comment se fait-il donc que l'on en reste à des disputes aussi étroites et peu sensées que celles dans lesquelles se complaisent si malheureusement nos partis politiques et leurs verbeux organes? Par quel fatal entêtement voyons-nous toujours les partisans dévoués de la Liberté aux prises avec les amis de l'Ordre qui est la condition de la Liberté; et réciproquement les partisans de l'Ordre en guerre avec les amis de la Liberté qui est la condition de l'Ordre? Il faut bien qu'il y ait là-dessous un malentendu, et ce malentendu ne provient d'autre chose, sinon qu'au lieu de s'occuper de la recherche des moyens nécessaires pour réaliser l'alliance des intérêts, profitable à tous les intérêts, on s'occupe exclusivement à maintenir et à activer leur lutte, qui n'est guère profitable qu'à ceux qui trafiquent de cette lutte.

Au reste, nous autres qui, - sans vanité, car c'est chose bien plus facile qu'on ne pense et il ne faut pas grand talent pour cela, - pouvant profiter de l'erreur générale, et partager les produits des ferrailleurs politiques en nous engageant dans la lutte, venons demander au contraire, - chose peu lucrative et bien moins facile dans l'état actuel des esprits, - que l'on se calme un peu pour écouter la raison; nous autres, dis-je, nous cherchons si peu à en imposer en parlant ainsi, que nous n'avons qu'à prier les hommes de sens d'écouter le langage des faits qui se produisent sous nos yeux.

Les faits, d'accord parfaitement avec la critique que nous nous permettons sur l'action funeste de la Politique, prouvent tout justement que dans nos querelles si mal conduites, ce sont précisément les chevaliers de la Liberté qui, par leur manque d'un respect suffisant pour l'Ordre, compromettent toujours le plus gravement la Liberté; tandis qu'au contraire les champions de l'Ordre compromettent sans cesse l'Ordre par leur manque d'égards suffisants envers la Liberté. Voyez:

La Restauration, - nous pourrions aussi bien remonter à 8ç, car c'est toujours la même chose, - la Restauration voulant se faire un gouvernement fort, et tenant trop peu de compte des exigences des amis de la Liberté, se mit un beau matin à faire de l'Ordre trop vigoureusement: qu'en résulta-t-il? Elle fit une révolution. On la chassa comme elle méritait.

Le parti de la Liberté vint donc au pouvoir en Juillet; et, quoi qu'on en puisse dire, tout le monde sait bien au fond qu'on eut alors une Liberté politique assez prononcée, car, enfin, à moins d'avoir la Liberté de renverser le gouvernement sans qu'il lui fût permis de lever le petit doigt pour se défendre, on put alors et tout dire et tout faire.

Dans cette conjoncture, que firent ceux qui se chargèrent d'être les curateurs de la Liberté? - Ce qu'ils firent? Mon Dieu, vous le savez; beaucoup de sottises; ils se conduisirent comme des écoliers.

Deuxième partie: ***Comment auraient pu raisonner les Partis opposants, s'ils avaient eu l'idée de parler raison; et du tort que l'Opposition, qui est pour la Liberté, a fait à la cause de la Liberté.***

D'abord les plus décidés commencèrent par s'en prendre au principe monarchique, de ce que la France n'était pas devenue un pays de cocagne, par la vertu du glorieux combat des trois jours, du voyage de Charles 10 à Cherbourg, de la commotion industrielle et commerciale que produisit cette petite secousse et du *qui vive* de guerre dont elle fit donner la consigne dans toutes les nations de l'Europe. On s'était monté la tête et le cœur sur les *conséquences de la révolution de Juillet,* cela provenait d'un bon désir sans doute; on aurait voulu voir se réaliser pour le pays les rêves que l'on avait dans la tête, les espérances que l'on portait dans son cœur. Mais parce que les espérances du bien-être, de l'Ordre, de la Liberté, de la prospérité publique et particulière, sont dans le développement harmonique et convergent de l'agriculture, de l'industrie, de l'éducation, dans l'Association des intérêts, dans la combinaison concordante des rapports sociaux, et que le coup de pavé de Juillet, fait tout *politique*, ne pouvait produire qu'un *résultat politique*, un remaniement constitutionnel, et non pas une nouvelle et meilleure *combinaison sociale*, fallait-il donc si vite se jeter dans un tourbillon de haines grossières et sauvages, traiter les gouvernants, les ministres, le roi, les chambres, tous les pouvoirs enfin, comme pas un manant n'a jamais traité son âne, son chien, son bœuf, sa femme ou son enfant?

Cette révolution de Juillet était une bonne expérience. Il y avait manière d'en profiter: je suppose que les amis du Progrès, du Peuple et de la Liberté, eussent dit ceci, par exemple:

«Nous nous étions figuré que la Politique était toute l'affaire: c'étaient les journaux, qui ne sont pas assez désintéressés dans la question pour être des juges infaillibles, qui nous avaient mis cela dans la tête. Nous avions cru de bonne foi qu'il suffisait d'écrire des principes libéraux sur une feuille de parchemin pour que tout allât au mieux; nous en avons fait dans cette partie-là, en trois jours, plus que nous n'espérions en faire avec les avec les aînés en trente ans. Les aînés sont partis; c'est eux qui l'ont voulu, - et nous un peu aussi, - tant mieux: c'était une race entêtée, vieille, stupide et bigote, que les étrangers nous avaient ramenée dans leurs fourgons au jour de nos revers. - Ceux-ci parlent français; nous sommes passablement libres pour le moment, nous avons mis dans la Charte le principe de la souveraineté du peuple ou à peu près; et cependant tout ne va pas encore aussi bien que nous l'aurions cru, par suite d'un pareil progrès. C'est que peut-être la prospérité et le bonheur de la nation dépendent de quelque autre chose encore que de la Politique et de la constitution. Voyons, remontons un peu aux sources de la prospérité; ne nous enfonçons pas, tête baissée et yeux fermés, dans la Politique, sans prendre garde au reste; cherchons les moyens positifs et pratiques des améliorations sociales. Si nous parvenions à les trouver, - et il faut bien les chercher pour cela, - et que nous fissions une France riche, prospère, libre et heureuse, ce serait d'une belle propagande en Europe et sur le monde et notre France serait bien plus encore la grande nation par la Paix donné au monde, que par la guerre qu'elle lui a si rudement faite.

Et puis, après tout, si les hommes que la marée des trois jours a amené au pouvoir, et qui ont été pour nous les prêtres de la Liberté, nos idoles des quinze ans, se montrent maintenant moins en amour de la Liberté qu'alors; de bonne foi, quelle autre garantie que notre parole d'aujourd'hui, - pareille à la parole qu'ils donnaient hier, - avons-nous à offrir a la France? En conscience nous ne pouvons pas l'engager dans une révolution nouvelle pour nous mettre au Pouvoir, quand nous n'avons à lui offrir encore en garantie que notre parole, notre moralité, notre patriotisme, - solides sans doute, et fort supérieurs au patriotisme et à la moralité des autres, mais qui cependant ne vaudraient pas un système bien arrêté, bien précisé, qu'on pourrait présenter à la France, discuter, juger, et dont l'application serait indépendante de la valeur de ceux qui le proposent. Donc étudions les choses; allons au fond et tâchons de nous entendre sur un plan».

Je vous demande un peu si ceci n'eût pas été sage et bien raisonné! Eh! bon Dieu, si nos gouvernants sont les ennemis-nés du pays, du progrès, de la liberté, de son bonheur et de sa gloire, de toutes les bonnes choses, - dont on nous dit tant de mots et si peu les moyens, - nous le verrons bien. Quel meilleur procédé peut-il exister au monde pour leur faire opposition, pour les paralyser, *pour rendre chacun d'eux à son domicile particulier et à ses occupations domestiques*, que de chercher un bon plan d'organisation des choses qui intéressent tout le pays; un bon système là, bien établi, qu'on puisse montrer a tout le monde, en prouvant à tout le monde qu'il est dans ses intérêts? Si votre système est bon, il doit augmenter le bonheur commun, la prospérité commune; il n'a donc rien à prendre à personne, et dès lors il ne peut qu'avoir beaucoup d'amis et point d'ennemis. Entendez-vous là-dessus; montrez-nous cela; faites-nous le comprendre et nous l'accepterons. Sommes-nous donc tous si sots que nous nous coalisions sans raison contre notre propre bien? Encore une fois, dites à la France ce qu'il lui faut; travaillez à le lui faire entendre, si vous le savez, et elle le prendra et vous remerciera. Si les ministres et leurs amis s'y opposaient, nous ne voyons pas pourquoi ils feraient pareille sottise, - eh bien! alors on les remercierait aussi...

C'est que, peut-être, vous ne savez pas encore clairement ce qu'il faut à la France, car si vous le saviez, vous ne pourriez pas le si bien cacher qu'on en voit un peu quelque chose; - alors, mes amis, que demandez-vous? Qu'on fasse encore du bruit pour vous mettre où ils sont? Eh! à quoi bon? ils sont aussi bien là que vous pourriez y être, je vous assure: sans compter encore que si vous y étiez, vous nous donneriez une fière besogne avec nos voisins, nous qui avons tant à faire chez nous?

C'est comme cela qu'il fallait raisonner? mais pas du tout! *L'Opposition* a bavardé à oreille, que veux-tu. Ses orateurs, ses avocats, toutes ses capacités enfin, au lieu de travailler à la recherche de la chose que nous disions, ont fait un tapage d'enfer à la tribune et dans les journaux. Ils ont attaqué à tort et à travers; ils n'ont pas fait grâce à leurs adversaires d'une seule mesure, fut-elle excellente au fond, ils ont exercé dans toute sa rigueur la doctrine du *«Timeo Danaos et dona ferantes»* **(*)**, qui pouvait être bonne au siège de Troie à propos d'un cheval de bois, mais qui était hors de saison les années dernières à propos de nos affaires; enfin, ils ont tant crié qu'ils ont étourdi tout le monde et qu'on ne veut plus les écouter. - Voilà pourtant ce que l'on gagne à n'être pas raisonnables. Vous nous avez tant de fois dit que la Charte était violée,

(*) Littéralement: *«Je crains les Grecs qui vous apportent des cadeaux»*. Référence au siège de la ville de Troie, et au cheval qui va avec, selon *l'Énéide* de Virgile. Autre façon moins populaire de parler de *«cadeaux empoisonnés»*. *(Note A.M.)*.

que les ministres étaient des misérables, des criminels, que sais-je? que vous avez usé tous ces moyens, - très bons sans doute dans les grandes occasions, - mais dont il faut user sobrement comme de toutes les meilleures choses. Ah! c'est bien vous-mêmes qui avez gâté la partie. On ne fait plus compte de ce que vous dites quand il serait important que l'on vous écoutât; et il vous arrive chaque jour maintenant ce qui arrive au menteur quand il trouve occasion de dire la vérité; on ne le croît plus. - Ainsi l'opposition qui est surtout pour la Liberté, s'est justement mise dans l'impuissance de la préserver contre les envahissements du pouvoir. Est-ce habile?

Troisième partie: ***Des grands dommages que la République, qui est amie de la Liberté, a faits à la cause de la Liberté.***

Quant à la République, c'est elle, surtout, qui se pique d'amour pour la Liberté! Ce mot l'enivre, elle en est folle. Eh bien! il est arrivé de là ce qui arrive de tout amour par trop exclusif, excessif et déraisonnable; cet amour a été fatal à son objet.

Voyez, en effet: la République, qui a bon cœur au fond, sans aucun doute, mais qui est assez ignorante par éducation, trop portée au genre déclamatoire par habitude, trop cavalière dans ses allures, trop cassante par nature, et d'une humeur encore plus belliqueuse qu'un enfant à qui on vient de donner son premier tambour; la République s'en prit tout d'abord, et de tout, au principe monarchique. A peine le vent de Juillet eut-il fait tourner un nouveau gouvernement, qu'elle fit comme Don Quichotte et s'attaqua à ce moulin à vent.

Si je la compare ici à ce pauvre chevalier, qui était très brave, comme elle, et animé, comme elle aussi (je parle de la masse jeune du Parti), des plus généreuses intentions, c'est qu'il y a bien des raisons pour établir la ressemblance: d'abord, la bravoure et la générosité, égales de part et d'autre, comme je viens de dire? puis, de part et d'autre, cette malheureuse manie de tout attaquer, moulins à vent, outres, principe monarchique, lions, conducteurs des lions, conducteurs de la chaîne des galériens, ministres, troupeaux de moutons, pairs, députés, enfin , tout ce que l'un et l'autre rencontraient sur leur passage, soit debout, soit assis; - et cela, nous le répétons encore, avec les plus généreuses intentions du monde. Quand la République n'est pas occupée à pâmer d'amour pour l'humanité, il faut qu'elle querelle, qu'elle attaque, exactement comme son si honnête prédécesseur qui avait toujours sa grande lance au poing et sa rossinante entre les jambes, sitôt qu'il ne faisait plus de cabrioles et d'extravagances à propos de sa princesse.

Don Quichotte aurait pu faire des malheurs, la République a eu le malheur d'en faire, voilà une différence: mais l'un et l'autre parlaient aussi sensément que tout le monde sur tous les sujets qui ne touchaient pas à la corde malade; et comme Don Quichotte a fini par se guérir, il faut espérer qu'un jour viendra qui ajoutera à l'histoire du Parti cette dernière et heureuse ressemblance avec l'histoire du héros.

Quoi qu'il en soit de l'avenir, ces messieurs de la République ont tant fait des pieds et des mains, des griffes et des dents, ils ont tant crié, tant menacé, tant fait les terribles; leurs journaux, leurs sociétés, tous leurs organes de vie et d'action, ont manifesté tant d'aveugles colères et si peu de sens, ils se sont roulés dans tant de dégoûtantes orgies d'injures, de haines sauvages, de brutales calomnies; ils ont si bien ouvert sous leur drapeau un asile pour toute chose subversive; ils ont si bien mis à découvert leur mépris pour l'Ordre et pour toute espèce de pouvoir établi; ils ont tant de fois prêché la révolte, échauffé, provoqué ou protégé la hideuse émeute, qu'ils ont fini pour donner à tout ce qui a sou et maille, ou seulement amour de la tranquillité dans la nation, la plus profonde frayeur pour ce mot de République qui précisément parce qu'il est sonore et ne correspond à rien du tout, - avait assez de chances de succès en France.

Mais le malheur n'est pas que beaucoup d'honnêtes gens se soient pris d'horreur en France pour ce mot de République; le vrai malheur, c'est que ces messieurs ont si souvent prononcé le mot de Liberté dans leurs saturnales de plume, de parole et de combat, et qu'ils ont fait un si triste usage de la Liberté que nous avions tous, que les bourgeois en sont arrivés à croire que tout le mal était dans la Liberté. Je ne sais si les gouvernants ont compris cela comme les bourgeois; toujours est-il qu'ils ont agi comme s'il en était ainsi, et ils ont merveilleusement exploité le sentiment pour monter à cheval sur la Liberté et lui mettre le frein entre les dents.

Qui est-ce qui n'est pas convaincu dans son âme et conscience que l'on n'aurait jamais obtenu ni même osé proposer, ou seulement pensé à demander la loi d'omnipotence ministérielle sur les associations, l'inter-

diction de la discussion du principe constitutionnel; la nouvelle juridiction d'amour sur la Presse, le système des interprétations,les monstrueux cautionnements, etc..., si l'on ne se fût servi de l'association pour lever et organiser effrontément des armées régulières avec mot d'ordre, plan de campagne, contributions de guerre, et annonce du combat pour le jour où les cadres seraient au complet et les recrues suffisamment exercées et montées, enfin, pour quand on serait prêt; si l'on ne se fût servi de la Presse pour développer monstrueusement toutes les mauvaises passions et remuer tous les ferments de haine: si l'on n'eût fait, de la discussion des principes constitutionnels, une provocation incessante et passionnée à la révolte; si l'on n'eut envahi par la force brutale le beau domaine de la parole et de l'intelligence; si l'on n'eût passé par-dessus toutes les barrières dressées contre le dévergondage des idées et des actes; si l'on n'eût enfin établi les batteries de brèche et dressé les échelles d'assaut contre tout pouvoir resté debout. La Liberté que nous avions était bien peu de chose, car ce n'était encore que de la Liberté politique; c'était une raison de plus pour que ses amis ne la missent pas sur le dos par leurs folies. N'est ce pas là l'histoire de l'image populaire collée aux murs des cabarets, qui porte celte légende: *Crédit est mort; les mauvais payeurs l'ont tué.*

Ceci est-il conforme aux faits, oui ou non? N'est-il pas vrai que les tendances de l'opinion qui étaient toutes à la Liberté il y a cinq ans, ont opéré un changement de front; que les esprits préoccupés alors des intérêts de la Liberté, se sont préoccupés plus tard du danger de ses écarts? Vos irrévérences envers l'Ordre ont donc été bien fatales à la Liberté, puisqu'elles ont créé dans des esprits prédisposés à l'aimer, la réaction qui s'est opérée si rapidement pendant ces cinq ans, et qui vient de se concréter dans les lois votées en un temps de galop à la fin de la session dernière. Ces lois-là sont le fruit de vos sottises, c'est' vous qui les avez engendrées dans l'opinion, - et le gouvernement n'a pas même eu besoin de forceps pour opérer l'accouchement.

Quatrième partie: *Du tort que les amis politiques de l'Ordre ont fait et font à la cause de l'Ordre.*

Et maintenant, messieurs de l'Ordre public, à votre tour: voyons comment vous avez travaillé aux intérêts de l'Ordre. D'abord vous en parlez trop, beaucoup trop; regardez chaque jour il se passe d'assez laides choses dans la machine administrative et gouvernementale (cela ne peut pas être autrement, car j'entends parler ici de la machine tout entière, depuis le sergent de ville jusqu'au ministre); or, les ministres, les sergents de ville et les fonctionnaires intermédiaires ne sont pas des anges, convenons-en; d'ailleurs, fussent-ils parfaits, ils seraient forcés encore, par la nature des circonstances, de faire chaque jour des sottises et des immoralités, ne fût-ce que pour empêcher des sottises et des immoralités plus grandes. Les choses sont ainsi; je constate le fait: il y a de nombreux abus que vous pouvez appeler comme il vous plaira.

Or, les organes du parti de l'Ordre s'arrangent toujours pour tout légitimer au nom de l'Ordre. Les injustices les plus criantes, les actes les plus arbitraires, ils en font l'éloge au nom de l'Ordre. Ils encouragent toutes les lâchetés qui les servent, ils achètent tout ce qui veut se vendre, corrompent tout ce qui peut se corrompre, dénigrent et insultent tout sentiment honnête qui se révolte contre la perversité des moyens qu'ils emploient, et cela encore, - au nom de l'Ordre. Ils prêchent l'égoïsme avec une effronterie extrême; tout sentiment quelque peu chaud, toute sympathie ardente et jeune pour les souffrances des masses qui labourent pour eux, sèment le grain pour eux, battent le grain pour eux, donnent pour eux le sang de leurs fils et la jeunesse de leurs filles, tout cela leur est suspect et les épouvante. Ils sont toujours prêts à envoyer un sergent de ville à un noble sentiment.

Que les classes dénuées n'aient ni pain, ni travail, cela ne les touche que sous le rapport du désordre qui peut en résulter; encore sont-ils si misérables d'esprit, qu'ils ne s'occupent du désordre que lorsqu'il a éclaté.

Si les pauvres gens du peuple sont dévorés par la misère, cela ne les inquiète guère, pourvu qu'on meure de faim chez soi sans bruit. Un homme qui a faim, quand il n'est pas seul à avoir faim, n'est plus pour eux un frère, mais un ennemi. - On sent bien que nous caractérisons ici la couleur du Parti, car il y a dans les rangs, sans doute, bien des hommes qui, pris individuellement, sont bons et charitables. Ce que nous attaquons ce ne sont pas les hommes, c'est l'esprit de ces Partis qui donne aux hommes, dans l'occasion, tantôt la sécheresse de cœur du mauvais riche , tantôt la brutalité du Jacobin: nous en voulons à la Politique et non à ses victimes.

Au reste, si vous trouvez les expressions un peu fortes, vous êtes bien libre de les adoucir; mais reconnaissez que le manque de générosité du Parti qui fait de l'Ordre, jette dans le Parti du désordre une foule de cœurs jeunes et généreux, que des sentiments dont la source est noble, conduisent aux résultats les

plus déplorables; reconnaissez que l'aigreur de ce Parti, ses vertus de comédie, sa morale de résignation prêchée aux affamés par des gens bien nourris; ses absurdes apologies systématiques, égales pour tout acte bon ou odieux qui lui est utile, ses calomnies déversées avec un fiel dévot sur tous les sentiments de tous ses adversaires; ses flasques déclamations d'Ordre public sous lesquelles on sent trop souvent la main qui paie; ses mauvaises intentions contre des principes et des libertés que ses hommes invoquaient si âprement alors qu'ils en avaient besoin pour eux-mêmes; ses retours de circonstance, aussi immoraux que ridicules, à des principes politiques et religieux à la face desquels ils crachaient naguère; reconnaissez que tout ce cortège d'égoïsme et de mauvaises passions qu'ils ont fait à leurs théories d'Ordre, en compromet singulièrement la cause.

Cinquième partie: ***De ce qu'auraient dû faire les partisans de l'Ordre, pour attacher à l'Ordre ceux de la Liberté; et comment ils ont fait tout le contraire.***

Croit-on que si le Parti de l'Ordre n'eut pas rendu à la République fureur pour fureur, calomnie pour calomnie, pédants lieux communs de professeur pour lieux communs boursouflés d'écoliers; s'il eût toujours parlé raison dans le langage de la raison, qui n'exclut certes pas la vigueur; s'il eût bien fait sentir les flatuosités des théories de ses adversaires; s'il eût manifesté des sympathies franches et de bon aloi pour les classes qui souffrent, et qu'il se fût placé lui-même en tête, - lui qui avait le pouvoir - dans la carrière immense des améliorations, croit-on que cette conduite n'eût pas concilié à l'Ordre tout ce qu'il y a d'hommes de bonne volonté et de sentiments purs dans les partis de l'Opposition et de la République?

Mais non; ce parti n'a aimé que les mesures étroites et exclusives: aux attaques brutales, il n'a su répondre que par les Résistances de la force brutale. Au lieu de songer à rallier et satisfaire les intérêts en souffrance, il n'a rien su invoquer que des mesures de compression contre les manifestations subversives de cette souffrance.

Certes, on ne vous dit pas, comme certains Jean-Jean philanthropes du Parti contraire, que quand l'émeute gronde dans la rue il ne faut pas aller à elle avec le canon: on vous dit qu'il faut aller avant l'émeute, aux causes génératrices de l'émeute, et prévenir l'explosion en appliquant le remède à ces causes, ou au moins en manifestant sincèrement le désir de le trouver et de l'appliquer, en dirigeant de ce côté la généreuse activité des jeunes et fortes intelligences. Mais non encore; ils croient avoir tout fait quand ils ont tué ou dispersé l'émeute, et qu'ils peuvent écrire dans leurs journaux leur féroce devise d'Ordre: force est restée à la loi, et rien de plus.

Oui sans doute, il faut que force reste à la loi quand on attaque la loi à main armée; mais, nous le répéterons dix mille fois s'il est nécessaire, il faut s'occuper aussi à calmer les douleurs qui disposent des malheureux à se laisser entraîner à l'attaque à main armée. C'est de cette façon qu'on légitime la Résistance à la révolte, qu'on se dispense même d'avoir recours à la force pour maintenir l'ordre.

Voyez donc un peu les errements de ce Parti: après des luttes courageuses de part et d'autre, sans contestation, l'émeute était partout vaincue et dispersée; la République était coulée, fondue, bafouée par les uns, exécrée par les autres; l'élément révolutionnaire succombait, non pas tant sous les coups de ses ennemis que sous ceux de ses propres folies; la surexcitation dévergondée de ses journaux n'était parvenue qu'à conduire ses hommes de cœur, ses nobles caractères énergiques et dévoués, à la misérable mort de la rue, ou à en encombrer les prisons. Leurs grands préparatifs n'avaient abouti qu'à rassembler leurs rhéteurs de tous les points de la France en un grand sanhédrin pour venir manifester, en une occasion solennelle, la vanité et la dissidence intestine des hommes et des idées, leur impuissance absolue, leur nullité politique parfaite, traduites au dehors par de grossières injures personnelles adressées à des juges qui pouvaient traiter les accusés en juges, et qui les traitaient avec honte, et par des amplifications à l'antique, d'un genre qui ferait rire aujourd'hui les écoliers de rhétorique d'un collège communal.

La République en était arrivée à ce point que toutes ses forces (on avait fait appel au ban, à l'arrière-ban, et à tout ce que l'un avait pu trouver par derrière l'arrière-ban), que toutes ses forces réunies et concentrées dans l'acte le plus imposant en lui-même qui se put concevoir, n'avaient pas pu lutter d'intérêt, un jour seulement, contre un procès fait à un mauvais sujet...

Eh bien! c'est alors que cette pauvre République n'était plus qu'un fardeau bien lourd sur les épaules de ses amis, et que la majorité soupirait du désir de s'en débarrasser; c'est alors que ceux de l'Ordre, profitant d'un crime qui produisit au grand jour l'horreur de la France pour les Partis factieux , se mirent en devoir de

nous escamoter à tous des libertés qui étaient notre propriété, et pour la conquête desquelles ils marchaient eux-mêmes en tête de colonne il y a cinq ans!

Sixième partie: ***D'une définition d'un caractère de l'intelligence gouvernementale, prouvant que notre gouvernement en à un peu, mais qu'il n'en a pas beaucoup..***

Comment! vous n'avez pas compris, vous qui vous étiez mis courageusement en travers du mouvement révolutionnaire, et qui aviez ainsi donné des garanties au principe de l'Ordre politique, vous n'avez pas compris qu'il était aussi de votre tâche, de votre devoir et de l'intérêt même de votre principe, de vous poser modérateurs du flot inintelligent et colère de la réaction bourgeoise contre la Liberté politique! Vous n'avez pas senti ce que vous aurait donné de solidité, de puissance, de vraie valeur gouvernementale, un acte qui eût révélé en vous l'existence de l'intelligence supérieure dominant tous les excès, de cette intelligence calme qui plane sur les choses et les régit de haut, qui commande à tous le respect, qui assure l'action des lois, qui est enfin le seul signe et le seul caractère acceptables aujourd'hui pour signes et caractères de LÉGITIMITÉ d'un pouvoir, l'indispensable condition de durée pour un gouvernement? - On gouverne bien, non pas quand on sait comprimer les activités hostiles, mais quand on sait s'emparer de toute l'activité et la diriger sur un but utile à la Nation et à la Société.

Septième partie: ***Qu'il est bon d'avoir pour soi des Lois et la Providence, mais que cela n'est pas encore tout.***

Pour ceci, nous ne vous dirons pas, comme les autres, que vous êtes des misérables, des infâmes, des criminels; nous vous dirons simplement que vous êtes des idiots. Vous avez bien avancé vos affaires avec vos lois! Dirait-on pas que tout va marcher parfaitement désormais, parce que l'on a ajouté à nos quarante mille textes de lois absurdes et contradictoires, quelques textes nouveaux qui, au mépris des premiers principes du libéralisme dont ils ont été les professeurs, donnent au pouvoir une complète omnipotence sur certaines libertés dès lors parfaitement détruites en puissance? Voyez quel avantage d'avoir restauré dans une loi votée de frayeur par des gens honnêtes et peureux, et pas très forts en général, le principe du bon plaisir! C'était bien la peine de renverser l'infaillibilité du roi de l'ancienne monarchie, et celle de notre Saint-Père-le-Pape, pour la remplacer par celle du ministre de l'intérieur ou du préfet de police! - Ah! vous avez des lois, n'est-ce pas? vous êtes forts maintenant? - Des lois? mais citez-nous donc un gouvernement qui ait succombé faute de lois pour sa défense? Vous êtes assez niais comme cela, avec vos lois.

Mettez toutes vos lois dans un coin, et l'esprit public avec vous, cela vaudra mieux pour la stabilité des choses et la vôtre, que de tourner contre vous l'esprit public en enlevant, par surprise, des lois dont le principe est réprouvé, au fond, par cet esprit public qui finira par vous jouer le tour d'éclater entre vos mains, comme toute arme que l'on charge trop.

Quelle orgie d'ordre, bon Dieu! et après coup, encore, quand ou n'en a plus besoin. - C'est toujours comme cela, au reste, c'est toujours après dîner, quand on est repu, que l'orgie commence.....La République avait rendu l'âme, comme nous le disions, sous le poids de sa propre nullité ridicule et à grosse voix! La France s'unissait dans un grand cri de *«vive le roi!»*, ce cri était une révélation politique d'autant plus sûre et plus puissante qu'elle racinait, non pas tant dans un sentiment d'affection qui peut être éventé le lendemain, que dans le sentiment du danger personnel que chacun avait couru avec la France par le danger du roi; on s'était vu séparé, de trois secondes, d'un abîme difficile à sonder, d'un avenir effrayant. Ce Fieschi avait réellement soudé le roi à la France; il avait bien autrement fait pour lui, d'un coup, que le ministère n'avait pu faire en cinq ans; il s'était chargé, ce Fieschi, par un procédé nouveau , des SACRER le roi des Français.

Certainement, si nous autres qui croyons en Dieu nous voulions employer ici le langage des Sauteurs et Équilibristes de la Politique, qui n'y croient pas, nous pourrions bien, comme eux faire intervenir aussi la Providence dans la phrase, et dire que c'était elle qui avait mitonné l'attentat Fieschi: c'était pour faire signer aux partis usés et las un traité de paix sur vingt cadavres, déterminer la fusion, et engrener enfin le mouvementées améliorations positives et des discussions intelligentes, à la place des oiseuses et sanglantes querelles de la Politique.

Quoi qu'il en soit, si, - comme l'a pensé le *Journal des Débats* — la Providence a été pour quelque chose dans celte malheureuse affaire, elle a bien perdu son temps et sa poudre. Si elle avait décidé de tuer vingt personnes aussi misérablement, il fallait ail moins qu'elle élargit un peu le cerveau de certaines gens pour

les prédisposer à entrer dans la voie si belle qu'elle leur offrait; mieux valait n'assassiner personne que délaisser l'exploitation de la catastrophe à des gens assez peu habiles pour ne savoir être en pareils cas et conjectures, que des roués ou des dupes...

Huitième partie: ***De plusieurs choses justes en elles-mêmes, mais ne valant pas un cantique d'actions de grâces qui serait composé à l'honneur des restaurateurs des bonnes doctrines et des bonnes lettres; - et pourquoi.***

En vérité, on n'a jamais vu une réaction plus ridicule, et d'une effronterie plus simple et plus niaise que celle-ci. Le Parti libéral chantant la messe!!! - Ils auraient certainement mis le roi au lutrin, et les princes à porter les burettes, si le roi et ses fils n'eussent pas eu bien plus d'esprit qu'il n'en fallait pour ne se pas prêter à de pareilles charges.

Ce n'est pas que nous attachions grande importance, en soi à ces lois et à ces facéties; chez nous, jamais une bonne idée ne sera arrêtée par une loi; je fais peut-être bien un peu le flatteur ici dans mon tour de phrase, pour me ménager la bienveillance du lecteur français; pourtant, véritablement, il y a, chez nous une heureuse impossibilité de retour aux idées anciennes que ces messieurs font sérieusement la charge de saluer, espérant que la canaille imitera (il faut bien une religion pour le peuple!), et, en imitant, prendra la chose au vrai sérieux.

Allez, continuez! allumez des cierges pour les processions, faites-vous piliers de sacristie, chantez vêpres et complies en faux bourdon, brûlez Voltaire, Dupuy, Volney, Diderot, tous les bréviaires de votre jeunesse à vous, que vous ne lisez plus parce que vous les savez par-cœur, et que la génération actuelle des collèges ne prenait seulement pas la peine de lire, par la bonne raison quelle n'a pas plus envie et besoin de réfutations du christianisme, que de réfutations du mahométisme ou du paganisme.

Continuez donc votre sainte tâche, messieurs; courage! relevez-nous la morale et la vertu, relevez-nous la religion, - cette fille du ciel, comme disent vos petits sujets qui nous parfilent leur littérature aigre-douce dans les Revues et les romans musqués de la dernière année; fille du ciel que vous avez éventrée à grands coups de pied, et qui, entre nous, est bien malade, si elle n'est pas morte, comme aucuns le croient. Relevez-nous les bannières des paroisses qui traînaient dans les sacristies. Ne faut-il pas me religion pour le peuple?

«Que deviendrions-nous si la canaille ne croyait à rien? Ah! la résignation est une bonne chose? Oui, ma foi, la résignation.... c'est bon, cela! - Nous autres qui sommes éclairés, - et bien nourris, nous en prendrons ce que nous voudrons. Et puis la société n'a t-elle pas besoin de croyances? Voyez comme elle s'agite et se tourmente, comme elle a soif de convictions et de foi! Ce pauvre peuple qui travaille tant, qui souffre tant, rendons-lui ses Saints de bois, ses louchantes Madones, rouvrons-lui les portes de nos temples. En conscience, nous nous devons de lui faire au moins un oreiller de résignation et de douces vertus chrétiennes: il souffrira moins, ce pauvre Peuple! La fortune nous a mieux partagés que lui, ici-bas: nous avons, hélas! tous les biens de ce monde périssable; ah! laissons-lui amasser les trésors infinis de l'autre».

«D'ailleurs les classes élevées sont unanimes pour comprendre qu'il convient d'agir ainsi. Nos amis les bourgeois, il est vrai, n'aiment pas les prêtres, ils sont fous de Voltaire; nos diables d'épiciers surtout se complaisent encore à parler tout haut irrévérencieusement des choses saintes; ils sont esprits-forts comme des encyclopédistes; mais ils sont amis de l'Ordre, au fond, et bonnes gens; ils ont confiance en nous, et nous n'aurons pas grand'peine sans doute à les retourner. On leur fera comprendre qu'il n'est plus de bon goût de dire du mal des Saints et de s'égayer sur l'enfer».

«Ensuite, la littérature qui avait pris un mauvais pli ces dernières années, qui se complaisait à une critique des choses sociales vraiment dévergondée et byronienne, qui sapait les bases d'une manière effrayante, et mettait les plaies à nu (elle exagérait sans doute, car enfin tout n'est pas si mal), eh bien! elle s'amende; la voilà qui commence à rentrer dans les bonnes doctrines maintenant; elle se range, et cela grâce au zèle ardent d'une quinzaine de petits jeunes gens, qui ont, par Dieu! du mérite, et qui ne mènent, pas trop mal la réaction catholique, - soit en vers, soit en prose. Qui les aurait cru capables de cela, les petits coquins, avec leurs gants blancs, leurs petites orgies pudiquement closes, leurs danseuses, leurs...? Allons! allons! il ne faut pas être trop sévère, et l'on doit bien leur passer quelque chose en considération des bons principes qu'ils sèment dans la littérature. - Il faut dire aussi que cette pauvre littérature névralgique n'en pouvait plus, et que son épuisement naturel a bien aidé un peu nos jeunes amis dans leur sainte croisade

contre ce dix-huitième siècle qui ne se doutait guère à qui il aurait affaire un jour: c'est qu'ils traitent vraiment Voltaire par dessous cuisse!... Voilà! quand on est dans la bonne voie, Dieu fait des miracles; ce n'est pas la première fois qu'il se sert des faibles pour renverser les forts. David est bien venu à bout du géant Goliath».

«Et puis, quoiqu'il en soit des causes, il y a progrès, voilà l'important; l'ordre social que nous avons un peu remué se tasse et se rassied; nous ne sommes pas trop mal en haut, c'est la place que nous méritions. Sans doute les couches de dessus pèsent un peu sur celles de dessous, mais qu'y faire? C'est un effet de la pesanteur universelle qui est une loi de la nature... Il y a progrès».

Neuvième partie: ***Qu'on a bien raison quand on s'est trompé d'en convenir; et des difficultés que l'on rencontre souvent pour les meilleures choses.***

Certainement il y a du bon dans ces discours, mais il y a aussi des choses à y reprendre.

D'abord on pourrait faire remarquer à ces messieurs que ce qu'ils disent sur l'Ordre, sur les nécessités politiques de la morale et de la religion, c'était précisément ce que leur disaient ceux qui les ont précédés à la possession du pouvoir. C'est exactement le même langage (à quelques formes près, mais le fond était le même), que leur adressaient ceux contre lesquels se sont faites nos révolutions. Si tout cela est très vrai aujourd'hui, il faut convenir que c'était aussi un peu vrai alors, à moins d'admettre que telle chose, fausse dans une bouche, devient vraie dans une autre, ce qui serait matière à contestation.

On dira que l'on peut s'être trompé, et qu'il est toujours bien de revenir d'une erreur quand on la reconnaît. Nous souscrivons d'autant mieux à ce principe, que c'est, le plus souvent, le malheur qui éclaire les hommes, tandis qu'ici c'est dans la prospérité que les yeux de ces messieurs se sont ouverts, ce qui est une véritable preuve de supériorité sur les hommes ordinaires. Aussi nous garderons-nous de tomber dans les anciennes erreurs de leur Parti, et de traiter les Seigneurs actuels comme ils traitaient, - lorsque leurs yeux n'étaient pas encore ouverts, - les Seigneurs et les petits abbés de l'ancien régime. Nous laisserons cela aux méchants.

Mais, tout en reconnaissant la pureté des intentions et la bonté intrinsèque des maximes, nous nous bornerons à un petit raisonnement du genre que l'on appelle, je crois, *ad hominem*: nous dirons:

Ces moyens, ces principes, qui sont vrais et bons, et que vous êtes en devoir de restaurer, parce que vous reconnaissez maintenant leur valeur, - c'est bel et bien; mais si vous les avez méconnus jadis, si vous les avez attaqués - et vivement, vous qui êtes des hommes supérieurs, comme nous en sommes convenus, - comment pouvez-vous croire que ceux à qui vous les adressez maintenant pourront, eux qui sont de simples hommes ordinaires, les comprendre et les accepter? - voilà la difficulté de votre affaire.

«Mais, direz-vous, *ils comprendront qu'ils auraient à souffrir eux-mêmes des révolutions; nous le leur dirons*. - Eh! les autres vous le disaient aussi, et ceux-ci ne vous comprendront pas mieux que vous ne compreniez les autres. - *«Mais nous leur ferons entendre que c'est nous qui les faisons vivre, puisqu'enfin c'est nous qui consommons une grande partie de ce qu'ils produisent, de telle sorte que leurs intérêts sont intimement liés, aux nôtres»*. - *«Ta ta ta ta! allez-y voir! Faites donc entendre cela à des enragés capables de se persuader que s'ils vous chassaient de France, ils pourraient, en travaillant pour leur propre compte, gagner plus, pour eux, que quand ils travaillent pour vous. - C'est un raisonnement captieux qu'on ne manquera pas de leur suggérer, et qu'ils commencent à se faire déjà; et ce raisonnement, tout mauvais qu'il est, pourrait vous donner encore bien de la besogne»*.

Remarquez ensuite que vos antécédents, sur lesquels nous sommes convenus que nous ne chicanerions pas, nous autres, puisque c'était une affaire d'erreur, - augmentent encore pour vous l'embarras de la position; car tout le monde n'est pas d'aussi bonne composition que nous. Ceux que vous remplacez aujourd'hui avaient au moins l'avantage d'être conséquent; ils n'étaient pas, comme vous, embarrassés de ce malheureux passé révolutionnaire, qui s'accroche à vous, quoi que vous puissiez faire pour vous en débarrasser; car, voyez-vous, ce passé-là est un peu comme dans Barbe-bleue la petite clef qui était fée. *«Quand ou lavait la tache de sang d'un côté, vite le sang reparaissait de l'autre...».*

Après cela, si nous vous parlons ainsi, nous autres, c'est dans votre propre intérêt, et pour vous enga-

ger à ne pas vous laisser aveugler par une trop grande confiance en la bonté de votre cause. L'excès de confiance a fait perdre bien des causes. Est-ce que la cour de Louis XVI ne continuait pas à danser, encore que déjà la Bastille était prise?

Écoutez, voici le fond de la chose en deux mots: ceux qui souffrent ne sont pas contents, et ceux qui ne sont pas contents sont toujours plus ou moins prêts à chercher querelle à ceux qui sont à leur aise, - surtout quand on leur a bien prêché l'égalité philosophique de tous les individus de l'espèce, et qu'on a la maladresse de leur mettre partout des maîtres d'école pour leur apprendre à lire.

«Bah!, direz-vous, *vous êtes des jeunes gens, vous qui vous mêlez de nous donner des leçons sur ce qu'il convient de faire» - Eh bien! le malheur? (d'abord il y a déjà bien des vieux qui pensent comme nous), et puis, après tout, si nous avons sur vous l'avantage d'être jeunes, ce n'est pas un motif suffisant pour rejeter les choses raisonnables que nous pouvons vous dire».*

Voila que nous avons démontré dans ce dernier chapitre, *que l'action de chaque Parti est toujours très dommageable à, la cause qu'il a embrassée;* nous nous sommes contentés, pour établir ce résultat, de laisser parler les faits contre lesquels il n'y a rien à dire. C'est le chapitre des *Erreurs pratiques* de la Politique.

Dans le chapitre précédent, nous avions fait voir que la source de l'erreur réside dans ce que la conception trop étroite de chaque Parti *n'embrasse pas les intérêts spécialement représentés par les autres*. C'était le chapitre des *Erreurs théoriques* parfaitement corrélatives aux erreurs pratiques que nous venons de signaler et qui devaient nécessairement découler des premières, d'après le théorème établi régulièrement au §8.

Après avoir ainsi montré ce qui manque dans chaque Parti politique, examinons un peu ce qu'ils croient tous avoir, afin d'en apprécier la valeur. C'est justice, maintenant, de procéder à l'inventaire de leurs richesses.

CHAPITRE TROISIÈME:

A QUOI SE RÉDUISENT LES PRINCIPES DE LA FAUSSE POLITIQUE.

Première partie: ***Que les partis sont in petto bien plus d'accord qu'ils ne le pensent.***

Somme toute, - dirons-nous à ceux à qui nous avons parlé en dernier lieu, - vous voulez l'Ordre; et nous avons vu que, en cela, vous aviez raison, autant raison que vos adversaires en voulant la Liberté! Vous voulez qu'on ne brise pas vos droits acquis, qu'on ne dérange pas vos positions, qu'on ne nuise pas à vos intérêts; et vous avez raison, autant raison que vos adversaires, quand ils veulent que la société accueille, fasse entrer, aide et protège les intérêts nouveaux qui n'ont pas encore leur place au soleil. Vous dites que la société a besoin de croyance, que l'homme a besoin de sentiment religieux; et vous avez bien raison encore, puisque, dans tous les temps et dans tous les lieux, l'homme a *aimé* à développer chez lui ce sentiment, puis même que ce sentiment a son organe dans l'homme comme toute autre faculté de l'homme, et qu'il lui est aussi nécessaire, dans la haute sphère de sa nature, d'avoir une foi religieuse, que dans la sphère physiologique il lui est nécessaire d'avoir de la nourriture à manger, et dans la sphère affective, des êtres à aimer.

Au fond, nous sommes tous d'accord sur le but; nous voulons tous le bonheur de tout le monde; puisque chacun de nous fait partie de tout le monde, et que le bonheur de chacun de nous ne peut exister qu'à la condition du bonheur des autres, attendu d'abord que l'on n'est pas bien heureux quand on est heureux tout seul, et attendu ensuite que si l'on était heureux tout seul, les autres qui ne le seraient pas, ne nous laisseraient pas longtemps l'être. Nous sommes tous, d'ailleurs, si bien d'accord sur ce but, que vous entendez chaque jour des libéraux du *Milieu* vous dire , d'une part, - qu'au fond ils sont véritablement républicains; que si la République était possible, ils seraient les premiers à la vouloir, entendant par là qu'ils sont les amis de toutes les bonnes choses que les républicains croient renfermées dans le nom République *(res publica)*, comme dans la corne d'abondance; et, d'autre part, - les républicains vous assurent que ce qu'ils veulent c'est le bonheur de l'humanité, et par conséquent, implicitement, de leurs adversaires, qui sont une partie de l'humanité, - j'ose le dire.

Puis donc que vous êtes d'accord sur le but, et qu'il s'agit seulement de découvrir les moyens de l'atteindre, pourquoi en restez-vous de part et d'autre à vos anciens errements dans lesquels la logique et l'expérience prouvent que vous ne pouvez et pourrez jamais parvenir à vous entendre? Êtes-vous donc si amoureux de recevoir des coups les uns des autres? Au fond vous vous entendez, vous avez les mêmes intentions; mais voilà qu'au lieu de prendre entre vous pour point de ralliement le but commun de la *satisfaction de tous les intérêts*, vous vous disputez sur des quantités de questions si peu claires, si embrouillées et si piteusement posées, que vous n'y comprenez plus absolument rien ni les uns ni les autres, comme en toute discussion mal engrenée; et vous y comprenez si peu, qu'on vous a montré, clair comme le jour, que, en théorie aussi bien qu'en pratique, chacun de vos *Partis* est personnellement celui qui compromet le plus la cause de la chose dont il a pris le nom pour devise! Je vous demande si cela n'est pas bien caractéristique? En jouant la vérité à pile ou face on peur encore la rencontrer la moitié des coups: mais vous, ce n'est pas cela; vous avez RÉGULARISÉ l'erreur.

Deuxième partie: ***De la manière dont se fait l'instruction politique d'un jeune français, et d'un ridicule que commence à se donner la génération nouvelle aux yeux de l'ancienne, qui a bien plus d'esprit qu'il ne semble.***

L'erreur amène la lutte; la lutte, le triomphe; le triomphe, l'excès; l'excès, la révolte, etc... Qu'y gagnez-vous? - des horions; puis vous transmettez vos traditions à la génération suivante. Quand vos enfants sortent du collège, - et même avant, - ils mettent le nez dans cette *Politique*, à laquelle vous ne voyez déjà rien du tout, comme nous le disions tout à l'heure; ils se lancent avec l'ardeur de leur âge dans ces disputes qu'ils prennent pour quelque chose, à cause du bruit qu'elles font et du monde qu'elles occupent. A dix-sept ans ils ont une opinion et une canne, comme il convient à des grands garçons; puis ils la conservent ou la changent, - je parle de l'opinion, - suivant les combinaisons de leurs caractères plus ou moins chauds, plus ou moins froids, de leurs intérêts et des choses; et les voilà tout aussi avancés, tout aussi grands politiques et tout aussi capables de dire et de faire beaucoup de sottises, que leurs pères. - C'est par ce procédé que la guerre perpétue la guerre.

Après cela, nous autres de la génération que voici, avons-nous réellement tort de vous dire que le jeu dure depuis bien longtemps, et que c'est assez? Les modes varient avec les temps. Vous avez eu la manie de vous disputer, de vous battre, de vous tuer; nous avons, nous, la manie de vouloir nous accorder. - Sans doute vous devez trouver cela fort amusant et fort ridicule. Cette génération présomptueuse, qui ne veut pas suivre vos traces, et qui veut mettre tous les intérêts d'accord, - comme si c'était possible!... - Eh bien! oui, là, elle aime mieux cela. Elle parait décidée à présenter sa voile au vent des améliorations sociales, et à laisser là vos vieux canons et vos rouillardes politiques. Qu'y voulez-vous faire? toutes choses passent, même les meilleures.

C'est que c'est vrai, au moins, que ces gens-là qui ont occupé leur vie à quereller et à batailler, nous trouvent bien ridicules, nous qui dirigeons notre intelligence sur l'étude des moyens qui peuvent amener la convergence des intérêts aujourd'hui opposés! Nous leur semblons de drôles de rêveurs, avec nos utopies de bonheur, d'accord, d'harmonie, de travail, à eux qui sont convaincus en âme et conscience que le bon Dieu a mis les hommes sur une terre propice et féconde, tout exprès pour qu'ils la ravageassent, et qu'ils s'entre-disputassent, s'entre-volassent, s'entre-pillassent,s'entre-tuassent, etc... indéfiniment...

C'est si bien pour eux un principe arrêté, un axiome, que si vous parlez devant eux comme croyant à la possibilité du bonheur et de l'accord universels, ils pensent que vous êtes fou, même quand ils n'en disent rien par politesse. Or, comment, je vous prie, voudriez-vous qu'ils eussent trouvé les moyens d'une chose qu'ils regardent à priori comme impossible? Est-ce une disposition d'esprit qui peut conduire à la découverte des moyens d'accord, que celle qui fait dire par les gens soi-disant raisonnables qui ne s'en occupent pas, aux gens prétendus insensés qui s'en occupent, *«vous feriez bien mieux de penser à vous et à vos affaires que de poursuivre des chimères pour le compte du genre humain?»* - Sur les choses générales, on vous passera tant que vous voudrez une opinion, c'est-à-dire un bavardage, un système de déclamation contre ceux-ci ou contre ceux-là; mais prenez garde à vous si vous avez ou si vous êtes en disposition de chercher un plan pour coordonner et systématiser ce qui est divergent dans ces choses...

Troisième partie: ***Que dans la Politique comme dans les amusettes, on n'en finit pas toujours quand on s'embrasse pour que cela finisse.***

Ainsi, suivant nous et malgré le ridicule qui pourrait s'attacher à notre opinion, au lieu de continuer les vaines et funestes querelles, il faudrait songer à s'accorder. Bien d'autres sans doute, ont déjà dit de même; mais le malheur a voulu qu'ils n avaient jamais eu d'autre manière de finir leurs exhortations philosophiques ou évangéliques, que par la recommandation renfermée dans la touchante formule: Embrassons-nous et que tout cela finisse...

Embrassons-nous, je le veux bien, cela ne nuira pas; mais ce n'est pas tout de s'embrasser, cela prouve seulement que l'on a envie de se mettre d'accord, cela ne prouve pas encore qu'on saura s'arranger pour s'y mettre. - C'est une chose très fâcheuse que les meilleurs cœurs du monde fassent toujours la faute de prendre leurs intentions, leurs vœux, leurs bons désirs, pour des moyens. C'est ce qui fait que depuis long-temps on croit avoir tout dit quand on a prêché aux hommes la charité, l'amour de la paix, la philanthropie, la vertu, etc...; en un mot, quand on leur a dit, soit dans une chaire de prêtre, soit dans une élucubration de moraliste: vous êtes frères, vous devez vous aimer les uns les autres, le ciel le veut, la morale le veut; enfin tout ce qui a déjà fourni en sermons, prédications, exhortations, de quoi couvrir la terre de feuilles de papier imprimé, et qui, au fond, se réduit toujours à la simple formule: *Embrassons-nous*, etc...

C'est vrai, que si l'on mettait les unes à côté des autres les feuilles de papier contenant tout ce qui a été dit ou écrit de morale chrétienne ou philosophique, non pas dans tout le monde, mais seulement dans notre petit coin européen, et même sans remonter au-delà de dix-huit cents ans, cette morale imprimée couvri-rait le monde entier, qui est bien grand, puisqu'il a neuf mille lieues de circonférence. Eh bien! à quoi cela a-t-il mené? à rien du tout. Nous ne nous accordons et ne nous aimons pas plus qu'il y a deux mille ans. Nous sommes plus ou moins grossiers, plus ou moins polis, suivant les époques et les circonstances; mais l'écorce seule change, et nos vices prennent bien des formes, des couleurs, des tons variés à l'infini, et ne diminuent guère. Toute cette morale-là a seulement ouvert la digue à un débordement de ruse, de fausseté et d'hypocrisie, que les époques plus franches et moins gonflées de morale divine ou humaine, sont loin de voir se répandre aussi largement. Quant aux caractères qui ont pris la chose au sérieux, c'étaient, pour la plupart, des natures qui auraient pu s'en passer sans se moins mal conduire pour autant.

Voilà donc que jusqu'ici on ne s'est guère occupé qu'à: - les uns: défendre certains intérêts en attaquant les intérêts opposés; - les autres: prêcher aux hommes qu'il leur faut sacrifier chacun leur intérêt (tout ou partie), à l'intérêt de leur prochain.

Or, il n'y avait pas grand'chose à tirer de ces deux méthodes, et effectivement ou n'en a rien tiré de bon, malgré les intentions souvent excellentes de ceux qui en ont été les apôtres.

Quatrième partie: ***Qu'il est méritoire d'avoir de bonnes intentions, mais qu'il faut encore quelque chose avec.***

Vous en êtes toujours sur vos intentions entre vous. Mais pour Dieu! qu'est-ce que les intentions font à l'affaire? Nous vous demandons ce que vous savez et proposez , vous répondez par la pureté de vos intentions. Nous vous demandons pourquoi vous attaquez les autres, vous répondez par la perversité de leurs intentions. Qu'est-cela veut dire? Est-ce avec des intentions que vous combinerez les intérêts hostiles, que vous rallierez les actions divergentes? Est-ce qu'une intention de faire le bien et un procédé pour faire le bien, sont la même chose?

Il y a là une confusion d'idées et de choses à laquelle on ne pourrait croire si on ne la voyait pas faire tous les jours par les gens les plus habiles. De nos jours, où tout se perfectionne on a singulièrement perfectionné celte théorie-là; et, pour ne pas parler du fretin, nous avons vu une école philosophique composée d'hommes intelligents sans contredit, et pleins de toutes sortes de mérites, écrire, imprimer, suer beaucoup, pour nous dire qu'ils avaient une théorie et une doctrine; et après un grand travail d'accouchement, nous apprendre enfin que leur théorie, leur doctrine, c'est, - devinez? *La croyance au progrès, et même ou progrès continu!!!* ***(1)***.

En conscience, cela valait-il la peine de barbouiller tant de papier, de nous donner tant d'espérances, de dire tant de choses d'un air très grave et un peu prétentieux, si l'on vent nous permettre le mot propre, - pour finir par nous montrer celte souris? - Eh! bon Dieu! tous tant que nous sommes, nous ne demandons pas mieux que le progrès, c'est-à-dire l'accroissement des sources de la richesse, de l'ordre, de la liberté, du bonheur enfin; là-dessus nous nous entendons: mais ce que nous vous demandons, ce sont les moyens par lesquels on accomplira ces progrès. Est-ce que votre amour du progrès, vos bonnes intentions pour le progrès, votre adoration du *Dieu Progrès*, constituent, sont, réalisent, le progrès, ou seulement un seul progrès? Ah, ciel! que de niaiseries déjà on a dites avec ce mot de progrès depuis si peu de temps qu'il est à la mode!

L'autre jour, - je tiens ceci d'un témoin, - après une longue consultation, et de grands embarras, un médecin, qu'une bonne femme entretenait des douleurs de sa cuisse, lui dit enfin avec un air illuminé: *«Je vois ce que c'est; j'ai votre affaire!... C'est crural!»*. - Quelle différence y a-t-il entre la bonne femme qui souffre de la cuisse, et son médecin qui dit que c'est crural, d'une part, - et de l'autre, la société qui a besoin de faire bien des *Progrès* pour ne plus souffrir, et les philosophes qui lui offrent la doctrine du progrès, consistant à croire au progrès? - En vérité, ce n'est pas plus ingénieux.

Une autre doctrine qui n'est pas plus ingénieuse encore, et qui revient exactement à la précédente, est celle qui consiste à croire à l'avenir: il y a des gens aujourd'hui qui passent leur temps à établir gravement qu'ils croient à l'avenir, que c'est là leur doctrine, et qu'on les couperait en morceaux plutôt que de les y faire renoncer **(2)**; personne ne pense à les couper en morceaux à l'occasion d'une doctrine aussi innocente; ils peuvent se rassurer.

Cinquième partie: ***Que beaucoup de gens fort honnêtes ,qui ne savent souvent pas faire leurs petites affaires, pourraient bien ne pas mieux savoir faire celle du pays***.

Il y en a d'autres qui croient que tout irait bien s'il y avait au gouvernement des hommes moraux **(3)**. Mais, il ne s'agit pas d'hommes moraux, il s'agit d'un procédé pour arranger les affaires. Quand il sera trouvé et

(1) C'est la doctrine professée par la *Revue encyclopédique*, une des filles du Saint-simonisme.

(2) C'est la doctrine de M. Lherminier, professée dans ses cours, ses livres, et tout spécialement dans la *Revue des deux mondes*.

connu, laissez faire s'il est bon, c'est qu'il est capable de servir les intérêts de tout le monde, et dès lors, il faudra bien qu'il soit accepté.

Il faut aimer et honorer les honnêtes gens. Mais si demain vous aviez puissance de réunir, en assemblée politique, les quatre cents plus dévoués et plus honnêtes gens de toute la France, soyez certains que, dans les circonstances actuelles, ils auraient commencé déjà, dès après-demain, à dire et faire beaucoup de sottises.

Et si, pendant que ces quatre cents plus honnêtes gens du royaume seraient à dire et faire des discours et des choses quelconques, il arrivait qu'un chef de brigands ou de flibustiers, ayant avantage à maintenir la bonne harmonie entre les siens dans ses montagnes ou dans son île, découvrit l'art d'associer les intérêts, il faudrait bien se dépêcher de prendre et d'employer son procédé.

L'erreur que nous signalons est plus grave qu'on ne pense. C est, en effet, parce que l'on prend les intentions pour des moyens que l'on ne va pas plus loin, et que tout en reste toujours au remplacement des hommes d'un Parti par les hommes d'un autre Parti. C'est une querelle dans laquelle on met en question la moralité respective des uns et des autres, et non pas leurs plans d'organisation (car ils n'en ont seulement pas des deux parts); or cela, outre les désavantages que nous avons déjà signalés, a encore celui de rendre la discussion interminable; car s'il est possible de discuter et juger un plan bien établi, comment voulez-vous que des adversaires politiques arrivent à s'entendre réciproquement sur leurs intentions? Et puis, enfin, que nous font les intentions de ces messieurs? - Est-ce là la question? - Supposons-les toutes bonnes, et qu'on n'en parle plus.

Ce sont les *Républicains* surtout qui sont particuliers avec leurs intentions; les autres qui sont au pouvoir sentent bien que les intentions ne suffisent pas; mais les *Républicains* ont avec cela réponse a tout. - «Vous ne vous entendez pas entre vous». - «C'est vrai, mais nous ayons de bonnes intentions». - *«Vous vous battriez entre vous si vous aviez une victoire». - «C'est possible, mais ce seraient les plus dévoués qui triompheraient». - «Pas sûr; et puis quel plan mettriez-vous à exécution, comment organiseriez-vous les intérêts de l'industrie, de la propriété , etc..., etc...; enfin, votre système?». - «Nous n'en avons point, mais nous sommes de braves patriotes, et tous les gens les plus dévoués seraient appelés à donner leur avis au gouvernement; et certes le gouvernement républicain les recevrait bien! Un pouvoir électif et temporaire aurait des poignées de main ...». - «Connu...» - «Ce seraient les hommes dévoués qui feraient les lois...».*

Que voulez-vous tirer de choses pareilles? - Je n'exagère pas, moi. C'est stupide... Pardon: je ne voulais pas dire ce mot-là; mais c'est, en vérité, ce que nous entendons tous les jours.

Mieux que cela; ils nous disent, à nous qui avons un moyen: *«Votre moyen est peut-être très bon, même nous sommes portés à le croire. Mais il n'est pas ce dont il s'agit; il faut renverser le gouvernement d'abord; après cela le gouvernement républicain essayera tous les moyens qu'on lui présentera». - «Et pourquoi voulez-vous que nous vous aidions à renverser le gouvernement?». - «Parce que le gouvernement ne vous laissera pas faire?» - «En vérité! mais pourquoi voulez-vous que nous travaillions à renverser le gouvernement, sous prétexte qu'il ne nous laissera pas faire, quand il ne nous a rien empêché de faire, quand il ne sait seulement pas ce que nous voulons faire, et c'est bien là le grand malheur! car s'il le savait, il serait le premier et le plus intéressé à le faire?». - «Mais vous voulez vous associer, et le gouvernement est contraire aux associations». - «Pardon, il y a ici quelque peu abus de langage. Le gouvernement est contraire aux associations politiques qui veulent le renverser, mais nous n'avons pas encore vu qu'il fût contraire aux associations domestiques, agricoles, manufacturières et commerciales, qui ont pour objet la création des richesses et de tous les moyens du bien-être physique et moral de l'homme, et c'est ceci qui est notre affaire». - «Hé bien! s'il ne s'est pas encore prononcé contre cela, il ne tardera pas, parce que ce serait une chose favorable au bonheur du peuple, au développement de son bien-être et de la liberté, et que les hommes du pouvoir ont juré haine au peuple et à la liberté. Ce sont des misérables qui...». - «Assez; pardon si je vous-interromps, nous connaissons le reste; et il n'y a qu'une réponse à vous faire c'est que notre moyen, qui donne la Liberté, donnant aussi l'Ordre, et favorisant autant les intérêts des propriétaires et des maîtres que ceux des prolétaires et des ouvriers, il n'y a pas de motif pour que les hommes du gouvernement n'en veuillent point - au contraire».*

---

(3) C'est la doctrine de M. Bûchez, dans *L'Européen;* du *Réformateur*; de la *Revue républicaine,* etc...

Sixième partie: Ou l'auteur se flatte de faire comprendre au *Juste-Milieu* que quand une machine va mal, c'est une preuve qu'elle ne va pas bien: - d'où il déduit la nécessité d'y changer quelque chose.

Quand on creuse la raison d'être des Partis avec quelque indépendance d'esprit, vous voyez ce que l'on y trouve; rien pour l'amélioration des choses, rien, absolument rien, pas ça... mais, en compensation, un déluge d'absurdités, - Combien de gens en France pourtant qui ne se doutent pas encore que c'est ainsi!

Ceux du *Juste-Milieu* ne sont pas pour les changements. Ils vous diront volontiers que la société est bien comme cela, qu'elle ne peut pas être mieux, qu'il en faut prendre son parti, Le mal ne vient , ajoutent-ils, que des factions, des mauvaises passions, des intrigants, - de la paresse, de l'ambition, de l'immoralité, etc..., etc... - Bon! j'entends: tout est bien, à l'exception de tout ce qui est mal; c'est là ce que vous voulez dire, et, au fond, c'est juste. Mais, Messieurs, admettez que votre société, produisant ce dont vous vous plaignez, il faut bien y changer quelque chose, pour faire disparaître ce dont vous ne voulez pas. Il est vraiment fâcheux d'être obligé de faire des raisonnements aussi simples à des gens que les convenances ne permettent pas de traiter comme ils le méritent. C'est embarrassant; cependant il est bien vrai que si le désordre ou les tendances au désordre, - qui soulèvent tant la colère de ces messieurs, - existent dans notre combinaison sociale, c'est bien qu'il y a dans cette combinaison des éléments qui sont intéressés au désordre, ou qui, au moins, ne sont pas assez fortement intéressés à l'ordre. Je ne crois pas que jamais M. de Lapalisse, qui avait l'esprit très clair ait rien dit de plus évident que cela. - D'où il résulte que la combinaison actuelle, qui n'intéresse pas tous les éléments au bon ordre, ne vaut pas celle qui les y intéresserait tous, ou qui au moins en intéresserait un plus grand nombre: en conséquence de quoi on conclut, dans l'intérêt des amis de l'Ordre eux-mêmes, que de notables changements sont à faire.

Quand on parle ainsi à des *Juste-Milieu*, il y en a beaucoup qui comprennent assez bien. Voici leur affaire: au fond, ils ne sont pas médians, - un peu égoïstes, mais un égoïsme plus défensif qu'offensif; - ils ont horreur du mot *innovation*, non pas qu'ils soient ennemis du bonheur de ceux qui n'ont rien, eux qui ont quelque chose; mais parce que l'on n'a jamais jusqu'ici proposé de donner à ceux qui manquent, autrement qu'aux dépens de ceux qui possèdent; de telle sorte que l'amour pour le pauvre s'est toujours traduit par la guerre contre le riche. Il est assez naturel que l'on soit peu porté à un changement consistant à être spolié et renversé de sa position, lors même que cela vous est demandé au profit de l'humanité. - D'abord chacun de nous est à ses propres yeux la première personne comptant dans l'humanité. Il n'y a pas de raison pour commencer par un autre.

Cependant, messieurs du *Juste-Milieu*, faites attention qu'il n'y a rien de sensé ni même de spirituel à nier la nécessité d'opérer des changements, par la raison qu'on ne vous en a présenté que de détestables. - Vous ne voyez donc pas qu'en vous déclarant ainsi contre le changement en général, vous devenez soutiens de l'absurdité de vos adversaires; car cela revient à admettre qu'il n'y aurait pas d'autres changements à faire que ceux mêmes qu'ils proposent? Quelle sottise de leur faire une pareille concession! Avec cette concession-là on finira toujours par vous casser les bras; car c'est la seule solution possible au problème, quand vous le laissez posé dans ces termes.

N'eût-il pas bien mieux valu, je vous le demande, que vous-eussiez eu l'idée de parler ainsi, de dire:

«Oui, il y a de malheureuses classes, dénuées, souffreteuses, manquant de tout, manquant de pain, manquant d'instruments de travail, manquant souvent même de travail; leur force s'use par les excès, leur santé s'altère par la misère, leur intelligence reste enveloppée dans ses langes, leurs facultés sont étouffées sous leurs habitudes grossières. Or, si tous ces gens qui n'ont pas de travail, ou seulement qu'un travail précaire, avaient un travail assuré, - qui n'ont pas d'instruments, avaient des instruments; - qui se portent mal, se portaient bien; - qui sont perclus de leur intelligence et de mille facultés jouissaient du service actif de cette intelligence et de ces facultés; sans doute, si tout cela se réalisait, il y aurait alors en grande abondance des sources de bien-être, et l'on pourrait faire participer chacun à la prospérité générale, si fort augmentée par ce concert de toutes les forces sociales, - et cela , sans prendre la part de ceux qui maintenant déjà y participent...».

Je ne développe pas davantage l'idée: on la saisit. Disons seulement qu'en la proclamant ainsi, on avait le droit de sommer ses adversaires de produire un plan d'exécution; on les mettait en demeure d'offrir une solution d'intelligence au problème social. De la rue, on les faisait rentrer dans le cabinet.

Mais il aurait fallu pour cela que les fortes têtes du *Milieu* entendissent quelque chose aux affaires, et ils ont tout juste l'intelligence aussi mal meublée que les autres. Ils ont sur les autres un avantage, un seul

avantage, qui ne provient certes pas d'une supériorité d'intelligence, c'est celui d'avoir aujourd'hui intérêt à l'ordre. - Nous allons bientôt expliquer cette proposition.

En résumé, si nous ne nous sommes pas fait illusion, il résulte de toutes les considérations précédentes, qu'en mettant de côté les affaires de polémique et les querelles réciproques des Partis, tout ce qu'il y a de plus mauvais chez eux, il ne reste:

D'une part, - que l'amour de l'avenir, la croyance au progrès, le désir de voir les hommes dévoués à la tête des affaires.

Et d'autre part, - que le désir de consolider ce qui est, avec une répugnance contre les idées de changement en général ou au moins avec un sentiment très insuffisant de la nécessite des changements.

Or, cela se réduit, d'un côté, à d'honnêtes et louables intentions qui ne sauraient, en aucune façon, constituer un moyen de les réaliser; et de l'autre, à une manière de voir, particulière à des gens acceptant leur position actuelle, ce qui n'est pas non plus un moyen, une doctrine de meilleure organisation sociale, puisque ce n'en est pas même un désir.

Septième partie: Pourquoi le Parti qui a intérêt à l'Ordre est aujourd'hui moins anti-social que celui qui veut le renverser.

Autrefois, dans notre société française, il y avait des races d'hommes politiquement distinctes, des castes différenciées par des qualifications bien tranchées, et pour lesquelles castes il était de principe que la mesure politique et légale n'était pas la même.

C'était le résultat de la conquête antérieure; c'était une inféodation des races vaincues, oppressive et brutale, tirant son origine d'un principe oppressif et brutal. Il n'y avait pas égalité devant la loi. Quand les races que la guerre avait infériorisées furent devenues, par l'activité et le travail, riches et puissantes, elles réclamèrent l'affranchissement de la conquête , l'annulation de l'acte d'inféodation. Or, nous ne disons pas ici qu'il n'y avait pas un moyen meilleur qu'un fait révolutionnaire et brutal pour réaliser cet affranchissement; mais nous disons que ce fait d'ordre brutal pouvait, dans les circonstances d'alors, anéantir les conséquences d'un fait du même ordre. Il n'y avait en effet ici qu'à écrire dans la loi: *Tous les enfants du sol de France sont citoyens français, et tous les citoyens français sont égaux devant la loi;* et pour écrire cela, il suffisait-que les inférieurs se trouvassent les plus forts et sussent écrire **(4)**.

Mais maintenant il ne s'agit plus d'une infériorité théorique à faire disparaître de la théorie législative ou politique; il ne s'agit plus d'un principe politique à reconnaître, et à écrire quelque part avec des déductions législatives.

Aujourd'hui, en effet, tons les citoyens français sont théoriquement égaux devant la loi. Vous donneriez un coup de pied dans un derrière de Montmorency, que cela ne vous coûterait que cinq francs d'amende, comme pour un derrière de manant (je ne suis pas bien sûr du taux). Vous avez même la chance de brûler la cervelle du Montmorency au bois de Vincennes, s'il n est pas content. - En droit, il n'y a plus qu'une seule mesure. Voilà qui est très bien.

Mais il y a des millions d'individus qui n'ont pas de pain ou qui en ont peu; qui n'ont pas de travail, ou qui n'ont qu'un travail misérable et précaire; qui ne sont pas logés, ou qui sont logés comme vous et moi serions bien malheureux de l'être; qui vivent dans la misère, dans la crapule; qui n'ont pas de plaisirs supérieurs à ceux d'une grossière et fangeuse débauche; qui sont venus au monde avec d'admirables facultés qui pourraient réaliser des merveilles, et qui restent ensevelies sous une croûte épaisse; qui sont venus au

(4) Ceci est si vrai, qu'il n'est permis qu'à la Politique des rues et des feuilles publiques de ne pas savoir que le fait politique de la révolution est tout entier dans l'œuvre de l'*Assemblée constituante*, et que tout ce que l'on appelle révolution après cela n'est autre chose que le combat qu'il a fallu soutenir pour maintenir la formule de l'égalité devant la loi. Si la monarchie alors ne s'était pas niaisement laissé aller à faire cause commune avec les débris des races féodales, tout était fini, Nous ne sommes certes pas plus avancés aujourd'hui que nous ne l'eussions été alors. Les étroits préjugés que la Politique quotidienne répand avec usure dans toutes les têtes oblitèrent ces vérités, qui sont si simples.

monde avec des passions pour aimer et jouir, et qui haïssent et souffrent; qui font des légions d'enfants qui tous devraient, être des hommes, et que l'absence d'une éducation sociale laissera devenir des brutes... Comment changerez-vous tout cela en écrivant quelque chose sur une feuille de papier ou de parchemin? - Vous voyez bien qu'aujourd'hui il y a tout autre chose qu'une révolution à réaliser.

Huitième partie: Que le mal n'est pas que quelques uns aient trop, mais bien que presque tous n'aient pas assez.

Mais, direz-vous, à côté de ceux qui sont dans le dénuement, il y en a qui ont trop... - Eh! non; personne n'a trop, et presque tous n'ont pas assez - comme le pense très censément le titre de ce paragraphe.

Nous vivons dans un royaume où, si vous répartissiez également la fortune sur toutes les têtes, chacun aurait onze sous à dépenser par jour. Qu'arriverait-il, en supposant que vous puissiez établir cette communauté? - Il arriverait que, dans un pays où il y a beaucoup de misérables, vous auriez rendu tout le monde misérable. C'est bien la peine de faire tant de bruit pour arriver à un pareil idéal! Vous voyez bien que la France, en la considérant comme une grande famille, est une grande famille très pauvre, et que la question est, avant tout, de travailler à s'enrichir. Eh bien! ceux d'entre-vous qui se croient les mieux inspirés, ne pensent encore qu'à répartir justement et égaliser, autant que faire ils pourraient, la misère! Avisez donc à créer la richesse et à la bien répartir. Pouvez-vous décréter constitutionnellement la richesse de la France? Ah! bon Dieu, si vous le pouviez, nous nous rangerions bien vite à pareille Politique, nous demanderions à cors et à cris le changement de constitution, quoique l'on vienne de le défendre; nous serions, nous, des premiers à vouloir que l'on mit cela dans la loi. - Mais vous ne le pouvez pas.

Nous vous le répétons, personne n'a trop, et presque tous n'ont pas assez. Songeons à augmenter la richesse générale, et à répartir équitablement l'augmentation sur toutes les têtes de ceux qui travailleront à cette augmentation. Voilà qui est possible; car nous avons des terres, des matériaux, des capitaux, des sciences, des arts, du travail à faire et des bras qui demandent du travail, des facultés qui sommeillent, ou qui luttent les unes contre les autres, ou qui manœuvrent dans de mauvaises conditions, quand elles pourraient être éveillées et excitées, travailler de concert, travailler dans de plus heureuses conditions. Supposez que, par un miracle, toutes les forces des trente-trois millions d'individus qui composent la France soient employées demain à travailler, sous la meilleure combinaison possible, à la création des richesses et des moyens de bien-être de toute nature dans le grand atelier national: ne voyez-vous pas qu'il en résulterait une richesse qui inonderait tout le monde, des sources de bien-être à dépasser tout ce que nous pouvons imaginer! Pourquoi donc nous disputons-nous tant sur des misères, pourquoi nous arrachons-nous, comme des chiens, quelques os à ronger? Cela ne nous mènera jamais qu'à nous mordre jusqu'au sang comme des bêtes féroces; et puisque Dieu ne nous a pas donné les griffes du tigre et les dents du crocodile, il est à croire qu'il ne nous destinait pas à ce genre de vie, et que c'est par erreur seulement que nous y persistons.

Ainsi, la conclusion de ce 8ème § est qu'il ne faut pas brûler les châteaux parce que beaucoup de pauvres gens n'ont que des chaumières; mais qu'il vaut mieux travailler à loger dans des châteaux, - ou dans des maisons passables, si le château parait exorbitant, - ceux qui n'ont encore que des chaumières: pourquoi prendrions-nous le Louvre au Roi avant, d'avoir prouvé qu'on n'en peut pas bâtir un pour le Peuple?

Neuvième partie: D'un programme qui est encore meilleur que celui de *l'Hôtel-de-ville*.

Nous devrions donc maintenant, - sauf meilleur avis, - nous mettre sérieusement à chercher l'art de combiner, le mieux possible, les forces créatrices de la richesse et du bien-être, d'augmenter la puissance productive du capital, du travail et du talent, d'utiliser et développer harmoniquement toutes les facultés oisives, endormies, déviées, de faire converger et d'associer les uns avec les autres les intérêts qui se heurtent, de mettre en honneur et en activité toutes les bonnes choses, d'établir pour tous les individus une prévoyance sociale, de créer une éducation féconde et universelle, de tirer de la puissance vivifiante du globe et de la nature humaine, les immenses richesses qui y sont renfermées, de découvrir enfin tous les trésors placés par la main de Dieu dans les choses de la création.

Au lieu de nous prendre aux cheveux les uns les autres et de nous faire tant de mal pour des misères, prenons notre globe corps à corps, - dirigeons sur son exploitation harmonique et combinée ces forces immenses que nous perdons si peu raisonnablement dans nos funestes luttes politiques, industrielles et sociales. A l'œuvre donc pour organiser le grand atelier social! Voici une carrière pour toutes les intelligences, pour toutes les ambitions, pour toutes les puissances, une voie ouverte à toutes les facultés! Il faut ici tous les genres de talent, de savoir, d'actions! et ici du moins, les récompenses seront belles et glorieuses!

Prenons pour tâche de trouver les conditions de la réalisation d'un bruit aussi magnifique et véritablement digne de quiconque veut porter le nom d'homme. Si ce but est celui auquel nous devons réellement aspirer, mettons au moins à l'ordre du jour la recherche des voies qui peuvent y conduire. En conscience, voilà un programme qui vaut mieux que celui de l'Hôtel-de-Ville, - quoique, au premier abord, cette proposition ait pu paraître hardie et outrecuidante.

Que, si vous venez nous dire qu'il est bien difficile de trouver les moyens de réaliser ce programme en tout ou partie, nous vous répondrons que c'est une raison de plus pour nous mettre tous en devoir de chercher ces moyens difficiles à trouver; car, à coup sûr, nous ne les trouverons pas si nous ne faisons que nous quereller et nous battre à propos de toutes autres choses. - C'est difficile! - Eh! qu'en savez-vous? avez-vous jamais cherché à résoudre ce problème? - Non, vous n'avez jamais cherché. Pourquoi commencez-vous donc à trancher cavalièrement là-dedans, en disant que c'est si difficile? (Ou sent bien que nous adressons ici la parole seulement à ceux qui se complaisent aux chicanes méchantes). Après tout, nous le concédons, c'est un problème difficile, très difficile... eh bien! il est résolu...

Dixième partie: De la simplicité qu'il y aurait à se fâcher pour si peu de chose.

Il est résolu!!! Ah!!! voici l'endroit drôle! Voici votre tour de rire! et vous croyez que nous nous en fâcherons?... - Pas du tout, car vous avez été si souvent mystifiés par des charlatans, ou par d'honnêtes gens qui se trompaient en vous faisant de moins belles promesses; car vous avez fait tant d'extravagances en courant après vos désirs; car vous avez été les dupes de tant d'illusions que vos docteurs de la Philosophie et de la Politique vous ont faites; car vous avez bu tant de déceptions, tant de folies, tant de niaiseries et de misères, que vous êtes certainement bien en droit de rire d'abord, et d'y regarder à deux fois quand on vient vous dire ce que nous vous disons, et avec autant d'assurance. - Aussi riez... mais regardez-y à deux fois; car si par hasard le second regard vous montrait que nous avons raison, ce serait le plus grand bonheur qui pût vous arriver au monde, - attendu que nous avons, tous, les plus grands intérêts à ce que votre incrédulité et votre hilarité du premier moment aient tort, et que notre assurance, à nous, ait raison.

Et puis, si vous le voulez, quand nous n'aurions pas tout-à-fait le moyen de faire ce que nous disons (et croyez bien que ceci n'est pas capitulation de notre part), nous n'en aurions pas moins de grands droits à être écoutés de vous tous, messieurs de la Politique, car nous sommes en mesure de vous prouver, clair comme le jour, - et, qui mieux est, de prouver à tout le monde, - que vous ne savez absolument ni ce que vous dites, ni ce que vous faites, que vous n'êtes pas du tout à la question, et qu'il convient que vous changiez de sujet, ou que l'on ne prenne plus la peine devons écouter. - Dieu aidant, ainsi que vos sottises et le bon sens du pays, nous espérons bien avoir au moins gain de cause sur ce sujet.

Au reste, dans cette bataille-ci, nous aurons pour nous l'avantage du vent, du soleil et de la position; c'est une affaire gagnée d'avance. L'indifférence politique coule à pleins bords; c'est chaque jour, et partout, que l'on entend maintenant ce dialogue: *«Que disent les journaux? - Je n'en sais rien; est-ce que je les lis? - Vous ne les lisez pas? - Je suis trop fatigué des mensonges et des bêtises dont ils sont pleins, et trop ennuyé de leur Politique qui est aux abois. - Pardieu! c'est bien comme moi».*

Traduisez ce langage, - bon pour la conversation, mais trop familier pour être écrit, - et vous aurez exprimé que la Politique en est à son chant du crépuscule - du soir.

CHAPITRE QUATRIÈME:

SUR LES FÂCHEUSES INFLUENCES DE LA PRESSE POLITIQUE.

Première partie: ***Que tel, comme dit Merlin, cuide enseigner autrui, qui devrait s'enseigner soi-même*** **(*)*.**

Cette Presse politique, qui s'en est prise à toutes les Puissances, et a mis à la mode de ne rien laisser debout, s'est ruinée et abattue de ses propres mains. On a fini par reconnaître qu'elle était elle-même une Puissance, et la Puissance la plus insolente, la plus despotique, la plus folle, la plus anarchique qui se pût concevoir. Voyez donc un peu tous ces écrivailleurs qui demandent compte chaque jour à tout gouvernement de son droit pour gouverner, à tout Pouvoir de son droit pour agir! Et où ont-ils pris, eux, leur droit pour gouverner l'opinion, pour faire l'esprit public? Je voudrais bien savoir d'où leur vient le droit qu'ils ont d'inonder la France de mensonges, de discussions stériles et de sottises malfaisantes? - Ah! je les entends répondre: Liberté, Ordre, Peuple, sainte mission de la Presse, sacerdoce de la Presse, défense des droits...

Allons donc! liberté, ordre, défense des droits! dites cela à vos abonnés, bonnes gens du fond de la province! mais à nous qui sommes dans les coulisses, et qui voyons toutes les ficelles, c'est trop fort! Est-ce que nous ne savons pas ce que se paient les articles dans chaque officine d'esprit public? Ne sommes-nous pas au courant de tous vos petits trafics? Quant à ce qui est de votre influence sur le gouvernement des affaires publiques, c'est très bien de la vouloir bonne; mais observez que vous vous posez avec trop d'outrecuidance, médecins du corps social. Pour avoir le droit d'exercer la médecine sur les paysans du plus pauvre village de France, et même sur les chiens, les bœufs et les chevaux de ce village, il faut avoir étudié, avoir fait ses preuves, être apte, avoir son diplôme de compétence; et vous avouerez qu'il est bon qu'il en soit ainsi; car si la médecine régularisée tue déjà , bon an mal an, assez de monde, que serait-ce, bon Dieu! si l'on concédait au premier venu le droit de guérir? Cela étant, vous voyez bien qu'il n'est pas rationnel que le premier petit cuistre qui pousse bien ou mal la phrase, et qui fait affaire avec tel ou tel entrepreneur de feuille publique, devienne un médecin du corps social, et se mette à administrer des remèdes à la société. - Si au moins ces messieurs en étaient pour la médecine expectante! mais non, les plus ignorants sont précisément ensorcelés des méthodes héroïques et des grandes saignées à blanc! - Je répète que cela n'est pas rationnel.

Quant à ce qui est du sacerdoce de la Presse, de ses enseignements au public, nous, demandons où est la religion qu'elle prêche, où est la doctrine qu'elle enseigne? Nous voyons tous les jours sur les tables des cabinets de lecture vingt-cinq grandes feuilles, sans compter les petites, qui ne proposent rien, qui n'exposent rien; qui ne sont occupées qu'à se donner les unes les autres des démentis, des coups de dents, des coups de pied; qui interprètent à mal les actions les plus innocentes de leurs adversaires, et qui répètent ce commerce de calomnies, de disputes, d'interprétations, de médisances, et nous le réchauffent 365 fois par an, - moins les 4 jours de grandes fêtes, où la *Périodique* met en panne.

Or qu'est-ce que toutes ces feuilles, qui se contredisent et s'injurient, et qui distribuent dans la France, par centaines de mille exemplaires, ces injures et ces contradictions, peuvent enseigner à la France? Elles ne lui enseignent qu'une seule chose certaine, à savoir que, assiégés et assiégeants, attaqués et attaquants, feuilles fanatiques de bonne foi, ou feuilles vendues de bonne foi, braillards de tous les tons, de toutes les nuances, de tous les prix, parlent à tort et à travers dans une confusion de langues pire que celle de la *Tour de Babel*, et que la France à bien autre chose à faire que de les écouter; car elle y perd son temps et son argent, et n'y gagne que des horions.

(*) Extrait de la fable de Jean de LA FONTAINE: *«La grenouille et le rat».* Les premières lignes de cette fable disent: *«-Tel, comme dit Merlin, cuide engeigner autrui, - Qui souvent s'engeigne soi-même. - J'ai regret que ce mot soit trop vieux aujourd'hui: - Il m'a toujours semblé d'une énergie extrême». Le verbe «cuider» n'a pas cours de nos jours. Aussi ...*
... Considerant l'ayant déjà transcrit en partie en français de son temps, continuons; de nos jours nous écririons: *«Que tel, comme dit Merlin, qui estime enseigner aux autres, souvent s'enseigne à lui-même». (Note A.M.).*

Deuxième partie: ***De toutes sortes de choses, sans compter beaucoup d'autres, auxquelles la Presse passe son temps en pure perte.***

Je sais bien qu'il faut une discussion sur le tapis; qu'il faut s'occuper l'esprit à quelque chose; aussi ne s'agit-il pas de supprimer Presse et discussion, et nous trouvons aussi bornés ceux qui ne savent combattre les excès de la Presse que par l'excès des répressions; - mais il faudrait étouffer, par le discrédit et même le mépris, toutes ces luttes ridicules, vaines et malfaisantes; il faudrait ne prêter attention qu'aux discussions portant sur des objets dont la solution intéresse les véritables intérêts du pays, les bases réelles de notre prospérité, les moyens positifs de l'ordre, de la liberté, de la richesse générale, de l'émancipation de toutes les facultés, de l'admission de chacun dans ses droits, du développement convergent de toutes les forces nationales et même sociales dans un grand foyer de bonne activité. Est-ce que ces discussions-là ne vaudraient pas, pour le bien-être réel de la France, les milliards de colonnes écrites sur l'Angleterre, sur la Belgique, sur les protocoles, sur le colosse du Nord, sur don Carlos, don Pedro, don Miguel; sur le Pape, sur les accouchements de la duchesse de Berry, sur les ministres, sur les préfets, sur les destitutions ou nominations des maires de ville ou de village, sur les banquets patriotiques, sur les ovations ou les charivaris offerts aux députés dans les départements; sur les mille misères, sans valeur et sans durée, auxquelles s'accroche la Pressé périodique, comme le noyé après la planche, et avec lesquelles misères elle fait un bruit d'enfer pour étourdir et entretenir le benoît abonné? Ces feuilles publiques, exerçant le saint sacerdoce de la Presse, en sont à vivre quinze jours sur une bluette comme les amusements d'une nuit de Grand-Vaux! à méchamment tourmenter d'honnêtes pères de famille qui sont allés se reposer à la campagne de leurs fatigues administratives sous prétexte qu'ils auraient fait une nuit d'étudiants ou de jeunes rédacteurs de journaux! Tout cela est bon pour troubler des intérieurs de famille,à cause de la susceptibilité des femmes; mais cela n'est point utile le moins du monde au bonheur de la France.

Hélas, mon Dieu! et les discussions où chacun tire de son côté ce pauvre char de l'État, en avant, en arrière, à hue et à dia, par dessous, par dessus, dans tous les sens à la fois! - Mais, nous le répéterons jusqu'à ce que l'on veuille bien le comprendre, est-ce là un moyen de marcher en avant, de réaliser tout ce que nous avons à réaliser, de calmer les souffrances des malheureux, de donner à manger à ceux qui ont faim, d'employer les facultés et les intelligences, d'associer les intérêts hostiles ou divergents? - Eh! messieurs les Politiques babillards qui voulez enseigner les autres, enseigner la France, commencez donc par vous enseigner entre vous, et vous mettre au moins d'accord sur ce que vous aurez à nous dire: vous voyez bien qu'autrement vous n'arriverez jamais à votre but, qui est, pour chacun de vous, le bien public, le bonheur général.

Troisième partie: ***Que la Presse mérite bien d'être fustigée et honnie.***

Après tout, c'est pitié et chose de laquelle on se lasse de rire que cette impudence des entrepreneurs de publicité, de ces plumassiers sans science et sans conscience, de ces négociants de bruit et de paroles, qui galvanisent une nation de trente-trois millions d'hommes, dont vingt-cinq millions végètent dans la pauvreté; c'est pitié que ces fanatismes absurdes qui faussent et abusent les cœurs les plus sympathiques, les têtes les plus vives et les plus ardentes, qui entretiennent et fomentent les luttes, avivent les plaies, sèment infatigablement le vent et les tempêtes; qui monopolisent la publicité au profit de leurs affaires ou de leurs coteries, et écartent toutes les questions de bien public et d'améliorations sociales, parce qu'ils y sont d'une incompétence honteuse; et qu'en ces matières il n'y a plus à faire preuve seulement d'audace ou d'habileté dans les lieux communs des disputes, mais qu'il faut présenter et poser des mesures!

C'est pitié aussi que la France soit restée si longtemps sous le joug de cette Politique. Elle s'était mise là en belle tutelle! Il serait curieux que nous nous fussions débarrassés de la domination des prêtres, des rois absolus, des féodaux, des seigneurs de l'ancien régime, pour tomber sous la domination d'une Presse mercantile, mensongère, vendue, folle, anarchique, et, dans les cas les plus favorables, fanatique ou grossièrement ignorante des premiers éléments d'une saine Politique; d'une Presse si absurde, enfin, que dans chaque opinion, c'est la Presse de cette opinion qui provoque précisément les évènements les plus funestes à cette opinion.

Comment voulez-vous que, quand on sait tout le bien que pourrait produire une Presse éclairée, sage et raisonnable, et que l'on voit le mauvais usage que l'on fait de la plume et de la parole, on ne se prenne pas

de colère, et qu'on ne s'arme pas du fouet de corde avec lequel Jésus, qui était la douceur même, battait les marchands en les chassant du temple? d'autant que nous ne frappons pas comme lui sur les personnes, mais sur de fausses idées, sur des erreurs pernicieuses.

Au reste, on reconnaîtra que nous y allons avec impartialités. Nous ne noircissons pas les uns pour nous blanchir aux yeux des autres; on voit bien que nous ne cajolons personne. Si nous attaquons le parti révolutionnaire avec vigueur, ce n'est pas que nous voulions le convertir aux théories du parti adverse; c'est parce que la société en étant à un point où il est évident qu'il ne faut pas se battre, mais améliorer et organiser, le Parti à qui sa position donne amour de l'ordre est moins défavorable à l'œuvre qui doit se faire, que le Parti qui veut encore expulser, briser, renverser.

Quatrième partie: ***Que ce ne sont pas les petits enfants seulement qui gagnent quelque chose à être raisonnables.***

N'est-il pas vrai que si ceux qui sont au pouvoir n'étaient pas si fort harcelés; si, au lieu d'être sans cesse menacés et attaqués, obligés d'avoir toujours l'arme au bras, ils étaient bien assis, bien assurés; n'est-il pas vrai qu'alors ces gens qui ne sont pas naturellement plus méchants que vous et nous, seraient forcés par leur intérêt même de réaliser des améliorations, de favoriser le développement de la prospérité générale? Vous voyez bien que c'est vous, agresseurs obstinés, qui leur fournissez le prétexte de ne rien faire activement pour le bien du pays. S'ils n'ont ni l'esprit assez étendu, ni les bras assez forts pour savoir résister à vos agressions d'une main, et de l'autre édifier, organiser, proposer un but utile à l'activité des besoins et des intelligences, ce n'est pas une raison pour les mettre dans la nécessité d'employer tous leurs moyens à vous combattre.

Vous voulez le bien du pays, n'est-ce pas? Eh bien supposez que demain vous cessiez vos manifestations révolutionnaires; que vous donniez, par de sages et sincères paroles, des garanties réelles à l'Ordre; que vous mettiez vous-mêmes sur le tapis les questions de prospérité publique, d'associations des intérêts, que vous appeliez le gouvernement sur ce terrain, en lui fournissant les lumières que vous pourriez avoir... ne voyez-vous pas que si vous faisiez cela demain, le bourgeois serait calmé après-demain, car chez nous les rancunes ne sont pas longues; qu'ils s'intéresserait aux discussions que vous lui présenteriez; qu'il se remettrait bien vite à croire, comme il y est si naturellement porté par sa bonne nature, que les journaux de Paris en savent bien plus que lui; qu'il prendrait souci des maux des basses classes, surtout quand vous lui montreriez qu'il peut améliorer et assurer sa position en améliorant la leur?

Est-ce que, alors, le gouvernement, qui n'aurait plus la peur publique pour faire valoir l'éloquence de ses orateurs, obtiendrait des sommes considérables, - que le bourgeois n'aime pas mieux lui payer qu'un autre, - pour entretenir une armée de 400 mille hommes, des légions d'espions, de recors, de sergents de ville? A quoi d ailleurs tout cet appareil pourrait-il être utile, alors au gouvernement? Le bon roi Évandre, qui régnait sur un peuple tranquille, n'avait, dit Virgile, que deux chiens pour gardes du corps: qu'eût-ce été pour une nation grande comme la nôtre encore que notre roi en eût eu quatre?

Craignez-vous qu'avec une aussi bonne direction que celle que vous pourriez donner à l'opinion, le gouvernement pût agir violemment contre les libertés? Quel intérêt aurait-il à cela? Devant une nation si bien enseignée, et dont l'esprit, au fond, n'est pas malsain, agir ainsi, ce serait se suicider.

De deux choses l'une, dans la supposition que vous seriez raisonnables: - ou le gouvernement entrerait dans les voies d'amélioration que vous auriez ouvertes et ou vous le seconderiez, l'encourageriez, où il vous appellerait lui-même à son aide; - ou bien il montrerait une mauvaise volonté si palpable, ou une incapacité si effrayante, que c'est vous qui seriez convoqués à le remplacer.

Vous n'aviez pas autre chose à faire, voyez-vous, que de poser les questions d'améliorations pratiques et positives, après lesquelles,attendent toujours les masses qui souffrent, en indiquer vous-mêmes les solutions si vous les ,aviez, en provoquer la recherche si vous ne les saviez pas, et, dans tous les cas, mettre le gouvernement en demeure de suivre cette direction. Voilà qui eut été parler et faire! voilà qui vous eût conquis une influence! cela eût servi le peuple, le bourgeois, le pays, l'ordre et la liberté. Ah! si vous êtes convaincus en âme et conscience (comme nous le croyons) que:) votre présence aux affaires est le point

important pour le bonheur du pays, que n'avez-vous donc pris cette route, qui vous eût si bien mis en position de lui ménager promptement cet avantage!

Cinquième partie: ***Que ce ne sont pas les petits enfants seulement qui gagnent quelque chose à être raisonnables.***

Vous avez certainement eu tort de ne point agir comme nous venons de dire. Mais il n'est jamais trop tard pour reconnaître qu'on s'est trompé, et aujourd'hui vous auriez un tort nouveau et bien plus grand à persister dans ces voies, qui ne sont pas heureuses. Voulez-vous donc donner raison à vos adversaires; voulez-vous prendre à tâche de légitimer les mesures violentes, brutales même et absurdes qu'ils ont prises contre vous? Maintenant qu'ils sont vainqueurs, ils ont le manque de générosité de vous tourner en dérision, parce qu'ils vous ont limé les dents; c'est bien misérable, et en vérité cela ne leur appartient pas, vu qu'ils ont acheté leur triomphe par des moyens peu dignes. Vous les avez mis en position d'apostasier leurs principes d'hier, d'employer des procédés qu'ils stigmatisaient il n'y a qu'un instant; - il ne s'agit pas en effet de savoir si les choses sont faites de cette façon-ci ou de cette façon-là: une chose qui est mauvaise en elle-même est toujours mauvaise, qu'elle se formule par une loi ou par une ordonnance. - Nous ne voulons pas dire que les lois de septembre soient la même chose que les ordonnances de l'avant-dernier roi; nous disons seulement qu'il y a beaucoup de ressemblance; et puis elles sont plus étranges à cause de la nature des parrains qui les ont tenues sur les fonts baptismaux. (Nous ajoutons baptismaux, afin qu'on ne croie pas que nous voulions jouer sur le mot fonts, à cause des fonds secrets; il y a tant de gens d'esprit en France! Mais cela serait de mauvais goût, et de plus très faux, car les Chambres n'ont voté que par peur, par colère, et parce qu'elles ne pensaient pas que nos gouvernants eussent, devers eux, d'autres moyens que la force pénale pour lutter contre de nouvelles chances de désordre, il ne faut pas avoir la manie de tout expliquer par les fonds secrets, quoique les fonds, en général, soient une des ressources du gouvernement représentatif).

Oui, nous disons que la presse opposante, vaincue dans le domaine de la force, peut, si elle le veut, prendre le dessus dans le domaine de l'intelligence. Qu'elle s'empare de l'initiative des propositions utiles à tous les intérêts du pays, et elle forcera la Presse ministérielle à la suivre sur ce terrain. C'est une manœuvre qui en vaudrait bien une autre; d'autant que si elle veut recommencer l'attaque par les procédés connus, elle aura de grandes peines, à cause de l'ennui où le pays est des mauvaises disputes, et encore parce que la division est extrême dans son armée. Et puis, elle doit commencer à trouver fastidieux de toujours répéter les mêmes choses.

Sixième partie: ***Conseil que nous offrons à la Presse du gouvernement, dans son intérêt.***

Nous pouvons donner à ceux qui ont pour le moment le dessus un conseil analogue. S'ils s'obstinent à rester dons la région des querelles, ils demeureront soumis aux chances des mauvais vents qui y règnent. Avec ces chances, avoir le haut maintenant c'est une raison pour avoir le bas plus tard; et nous doutons que ce système de compensation soit en ce moment de leur goût. Il ne faut pas qu'ils se fassent illusion; il y a tant d'événements imprévus! une mauvaise année, une crise commerciale ou industrielle un peu générale, la mort d'un souverain d'Europe, la moindre des choses, que sais-je, peut changer d'un jour à l'autre la couleur des affaires.

Voici un fait:

A tort ou à raison, on est persuadé, en France, que le bonheur et la prospérité générales dépendent du gouvernement. Le gouvernement aurait beau dire qu'il n'est pour rien là-dedans, ou seulement pour peu de chose; que sa fonction est simplement de maintenir l'ordre, d'entretenir une armée, de veiller à la punition des crimes commis contre les individus et les propriétés; il aurait beau dire que la prospérité vient du travail, de la bonne combinaison des intérêts industriels et sociaux, du développement et de l'accord des facultés individuelles, de l'accroissement du produit annuel de la France; et que la nature de la Constitution ne lui fait pas un devoir de se mêler de ces sortes de choses; mais seulement de prélever sur le produit annuel beau-

coup d'argent pour régler les traitements de ses fonctionnaires; il aurait beau dire cela, que l'on ne s'obstinerait pas moins à le rendre responsable du défaut de prospérité, s'en prendre à lui de la souffrance. - On doit même avouer que ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui n'ont pas peu contribué à accréditer celte croyance.

Regardez ce qui s'est passé à Lyon. C'était une querelle de maîtres et d'ouvriers; c'était une affaire purement industrielle, où deux intérêts non politiques étaient en cause: il s'agissait de salaires. Jamais, d'ailleurs, la question n'avait été plus nette et mieux tranchée; les ouvriers avaient saisi d'abord cette distinction avec un admirable bon sens; ils avaient répudié très positivement, en commençant, l'alliance avec la politique; les mutuellistes avaient proscrit la politique. Eh bien! cela n'a pas empêché l'affaire de finir par être très politique; en dernière analyse, en est arrivé à une négation, à main armée, du gouvernement...

Il est donc bien facile de comprendre que si des circonstances, qui sont tout-à-fait dans l'ordre des possibles, viennent quelque jour à augmenter les souffrances des classes inférieures, ou si seulement le sentiment de la misère actuelle leur devient plus aigu, ce qui est dans la loi du progrès, il se pourra manifester sur toute la surface du pays, ou seulement dans cinq on six grandes villes à la fois, ce qui s'est manifesté à Lyon: on s'en prendra au gouvernement comme devant, et alors, adieu ce gouvernement, et vive la République! (La justice a trop d'esprit pour voir une provocation à la révolte dans la malheureuse locution qui vient de m'échapper, - Ce n'est qu'une manière de parler).

Ainsi le Juste-Milieu est plus intéressé que qui que ce soit à l'amélioration du sort des classes inférieures: bien entendu que nous parlons d'une amélioration qui n'exigerait pas de sa part des sacrifices d'argent, - au contraire.

Qu'on ne vienne pas dire ici encore une fois que, le Juste-Milieu ne peut pas être converti à cette doctrine, parce qu'il est égoïste. Ce serait trop mal raisonner, puisque ici la *philodémie* **(5)** est tout-à-fait dans ses intérêts et cadre à son égoïsme, - qui dès lors devient chose bonne et utilisable. Et puis nous n'aimons pas entendre dire que les hommes du Juste-Milieu sont des êtres naturellement et essentiellement égoïstes, c'est aussi absurde que quand ils disent, eux, que les Républicains sont, par nature aussi, amis du bouleversement et du désordre. Eh! non, et mille fois non! ce sont les positions et l'esprit de Parti qui donnent ces mauvaises qualités. Si l'on en croyait les Partis, nous serions tous les plus odieuses créatures qui se pussent concevoir. Passe encore d'aimer l'art pour l'art, quoique ce ne soit pas bien fort; mais aimer le désordre pour le désordre, ou la misère des autres pour le plaisir de les voir souffrir, cela n'est dans la nature native d'aucun homme; cela même est extrêmement rare dans nos natures faussées par les mauvaises conditions de nos mauvaises sociétés.

Septième partie: *Comment l'auteur est amené à faire amende honorable pour quelques peccadilles..*

Si bien que nous retombons toujours sur cette vérité, que nous avons tous intérêt à ce que tout le monde soit heureux, sans exclusion de personnes et que la meilleure manière, pour chaque classe, d'assurer ses intérêts particuliers, c'est de lier à ses propres intérêts, les intérêts des autres.

Cette vérité revient souvent sous notre plume, comme le motif principal dans certains morceaux de musique; et nous sentons qu'elle apporte avec elle un ton de bienveillance dont nous subissons l'influence sans nous en apercevoir. - Voilà que maintenant j'ai quelque regret d'avoir parlé un peu durement dans deux ou trois passages qui précèdent. Plusieurs de mes amis m'avaient fait remarquer déjà que, dans un petit écrit comme celui-ci, il aurait mieux valu ne pas se fâcher du tout; que j'avais bien raison sans doute dans ce que j'avançais; mais qu'on pouvait faire entendre les mêmes idées autrement, et qu'il ne convient pas toujours - entre nous, - d'appeler les choses par leur nom.

Ils m'ont dit encore: que tout le monde ne comprendrait peut-être pas quoique cela soit très clair - que l'âpreté de certains morceaux provenait seulement de l'irritation contre les causes qui fourvoient tant de bonnes facultés, presque toutes désireuses du bien, et dont on pourrait tirer un si heureux parti, notamment

(5) *Philodémia,* amour du peuple on a tant fait de mots en *philo* et *démo*, qui n'ont servi à rien, comme *philosophie*, *philantropie, démocratie*, etc..., qu'on me passera bien *philodémie,* s'il peut être utile à quelque chose. - Ensuite, on dira *démophilie*, si l'on veut, au lieu de *philodémie*, nous n'y tenons pas; c'est bonnet blanc ou blanc bonnet.

pour l'amélioration du sort du peuple qui souffre, et pour la tranquillité du bourgeois qui n'est pas rassuré; que beaucoup d'honnêtes gens iraient se butter contre cette irritation, et s'irriter eux-mêmes, qui auraient compris si on leur eût parlé plus doucement; que j'aurais dû calculer cet effet d'esprit de Parti dans un morceau où j'ai à cœur de montrer les aveuglements produits par l'esprit de Parti.

Enfin ils m'ont dit beaucoup de bonnes choses que je me sens tout disposé à reconnaître. Malheureusement j'ai donné à l'imprimerie au fur et à mesure ce que j'écrivais, et je ne puis revenir sans surcroît de frais, autrement qu'en reconnaissant avec sincérité, comme je le fais ici, le tort que je puis avoir eu de dire trop crûment certaines choses.

Lecteur, vous me pardonnerez sans doute ce qui m'est échappé dans la rapidité de l'improvisation, - comme à la Chambre et en faveur des intentions; car si la simplicité des intentions ne peut pas être admise en remplacement d'une théorie politique, ainsi que nous avons pris peine à l'établir, elle peut du moins servir d'excuse à un écart momentané de forme. D'ailleurs , les petits mouvements pour lesquels nous faisons amende honorable auront servi à mettre quelque variété dans notre récit.

Que si quelques gens de parti s'obstinaient à ne pas se satisfaire avec nos excuses, il est probable que ce seraient précisément ceux qui parlent le plus violemment chaque jour contre leurs adversaires; et nous nous contenterions de leur dire qu'il n'est ni juste ni libéral de vouloir monopoliser à son profit une forme de style, si elle peut être bonne à quelque chose; ou que, si elle n'est bonne à rien, ils devraient alors donner l'exemple de ne s'en pas servir. Et puis, si ce sont des Républicains, ils devraient penser qu'ils nous ont bien quelque obligation, à nous, qui leur fournissons le moyen de se débarrasser loyalement de leurs théories fâcheuses; et si ce sont des hommes du Parti contraire, ils doivent aussi nous savoir gré de ce que nous leur apprenons comment on peut soutenir l'Ordre avec loyauté, humanité et certitude de succès.

Huitième partie: ***Du profit que la Presse ne s'empressera peut-être pas de tirer de nos bons conseils, et d'un démenti que nous voudrions recevoir à cet égard.***

Toutefois, - hélas! il faut bien le dire, - malgré la candeur de nos excuses et l'excellence que nous attribuons sincèrement aux choses que nous avançons, nous n'osons guère espérer que la Presse politique soit bien disposée à écouter nos avertissements et nos raisons. Elle a déjà malheureusement donné plus d'un sujet de croire qu'elle n'est pas encore mûre, comme on dit, pour aborder ce genre de questions; elle a même montré assez souvent, dans ces derniers temps, sa répugnance à y venir. Nous avons vu plusieurs feuilles de l'Opposition, - celles-là précisément qui sembleraient devoir les accueillir avec le plus de faveur, à cause de la violence de leur amour pour le peuple et le pays, le *National*, par exemple, - réprouver formellement ces idées, sous prétexte que des discussions pareilles diminueraient nécessairement le degré de la température politique, qui baisse déjà naturellement, - ce qui est très vrai; - ajoutant que cela laissant respirer le gouvernement, serait un grand malheur, - ce qui est peut-être moins juste. Le *Constitutionnel* lui-même pense que le développement de ce qu'il appelle les intérêts matériels **(6)** (c'est le nom que la Presse politique se plaît à donner à tous les intérêts qui ne sont pas des intérêts politiques proprement dits. - Voir notre définition du mot Politique, page 2, eu haut), le *Constitutionnel,* dis-je, est lui-même,d'avis que ce développement, en occupant les bras, paralyserait les intelligences. C'est que le *Constitutionnel,* qui a

(6) La Presse, également exercée dans l'art de confondre les mots et les idées, appelle tantôt intérêts matériels les objets des questions dont nus parlons, tantôt elle donne ce nom à la spécialité des questions de douanes, de tarifs, etc... Ce double sens pourrait faire croire à plusieurs personnes qui n'y auraient pas trop regardé, que nous accusons la Presse, à tort, de mauvaise volonté, si elles pensaient que ces spécialités sont l'objet à propos duquel nous soumettons nos reproches à la Presse, Mais il s'agit d autre chose.
A ce sujet, disons que si la Presse s'occupe de ces affaires de douanes, de tarifs, de droits d'importation ou d'exportation, c'est encore avec tout autant de malheur que dans la Politique pure. Il est bien vrai que ces questions en elles-mêmes ont une valeur, et que celles de la Politique n'en ont pas; mais on apporte dans ces discussions les habitudes que l'on a contractées dans la guerre de Parti; on vient ici, non pas pour résoudre les questions à l'avantage général, mais pour trouver des armes contre l'ennemi; et la preuve, c'est que voyez la Presse gouvernementale y prendre des moyens d'apologie pour le gouvernement, et la Presse opposante des moyens de le dénigrer, - pas autre chose! - On retrouve ici toutes les vanités et toutes les mauvaises traditions de la Politique.
Il y a beaucoup de choses que nous nous bornerons à indiquer maintenant, et que noua traiterons en grand détail dans les colonnes de nos journaux. - Voir le prospectus de la *Phalange* que nous avons détaché à la fin de cette brochure. On est même prié de le mettre à sa place naturelle, car nous ne l'avons disjoint que parce que le *Timbre* l'a voulu ainsi.

beaucoup d'intelligence politique, entendrait qu'on ne peut développer sort intelligence qu'en faisant de la Politique; mais c'est une erreur de sa part, car les questions que nous préconisons exigent bien quelque intelligence pour être débattues, et nous pensons que la largeur de leur champ suffirait pour donner encore une assez belle carrière à celle du *Constitutionnel*. (C'est l'intelligence du *Constitutionnel* à quoi se rapporte le mot *celle)*.

Il faudrait donc, pour que la Presse politique, - qui est une grande Puissance, - se rendit à nos raisons, qu'elle dérogeât un peu à ses vieilles habitudes, et les habitudes sont une seconde nature, chacun le sait. C'est pourquoi, nous qui avons à cœur que nos principes se popularisent, parce que nous les croyons utiles aux intérêts du pays, nous avons résolu de devenir aussi une Puissance. Si l'on parvient en France à se faire autorité par la Presse en préconisant des idées fausses et fort peu utiles, il est permis de croire qu'on peut aussi bien atteindre le même résultat en préconisant des idées raisonnables et avantageuses à tout le monde; c'est là ce qui nous soutient; nous n'oserions même pas penser qu'il pût en être autrement, car ce serait une impertinence.

D'ailleurs, nous ne prétendons pas monopoliser à notre profit les bonnes idées dont nous parlons; notre plus grand désir, au contraire serait que la Presse s'en emparât aujourd'hui; et si nous émettons la crainte qu'elle ne veuille pas diriger ces discussions sur ce terrain nouveau, nous serions tout-à-fait enchantés qu'elle nous donnât de suite un démenti à ce sujet. Ces choses sont connues, publiées, adressées à tout le monde: que la Presse les prenne, qu'elle les examine et les discute. Si elle n'en veut pas, quelle dise au moins pourquoi; - quelle daigne les réprouver ostensiblement, comme elle fait pour de médiocres romans, pour une pièce de M. Casimir Delavigne **(7)**.

Quoiqu'il en soit de la Presse actuelle, comme nous avons maintenant quelque argent, quelque secours, et des amis dans bien des localités, nous allons toujours nous occuper à écrire et à répandre nos écrits à grand nombre d'exemplaires, on attendant que la Presse politique veuille bien aider de ses moyens la publicité des idées que nous avons à promulguer. Comme cela, nous ne nous exposerons pas à perdre patience, ainsi qu'il arrive quelquefois quand on attend trop longtemps.

Neuvième partie: ***Qu'il faut distinguer la "Presse de Paris" et la "Presse des Départements"; confirmation tirée de la théorie et de l'expérience.***

Avant de donner un petit exposé de la manière dont nous entendons les affaires, nous avons une distinction fort importante à établir ici; c'est la distinction entre la *Presse de Paris* et la *Presse départementale*. Voici ce que c'est.

La *Presse de Paris* est au plus épais de la *Politique*; elle est au beau milieu du centre de l'action gouvernementale, si bien que quand il arrive quelque changement dans les affaires (remplacement de ministres ou remplacement de roi), les écrivains qui ont provoqué ou favorisé ce changement par leur opposition, ne peuvent guère se dispenser de prendre place au gouvernement. Ils ont critiqué, attaqué, fustigé les autres: quand les autres s'en vont, leur position leur fait naturellement un devoir, à eux, de prendra la rame et le gouvernail; c'est forcé. Aujourd'hui , par exemple, il y a à peine deux ministres du Conseil, ceux de la guerre et des finances, deux spécialités toutes particulières qui ne soient pas d'anciens journalistes. Les préfectures, sous-préfectures et autres places,sont aussi très peuplées d'anciens journalistes qui faisaient de l'*Opposition* au précédent ordre de choses. - (Des méchants disent même que plusieurs journalistes qui font de l'*Opposition* aujourd'hui, n'en feraient pas si on leur eût donné des préfectures ou autres objets; et, à la rigueur, cela se conçoit; car, occupés qu'ils seraient par les travaux de leurs places, ils n'auraient naturellement pas le temps de faire de l'*Opposition*).

Cela fait que, comme il est agréable à tout homme dévoué à son pays de le servir, et d'aider un gouvernement qu'il a contribué à asseoir (et malgré les désagréments nombreux attachés aux fonctions plus ou moins éminentes de l'État), les hommes les plus influents de la *Presse parisienne* ne sont pas à l'abri de désirer, dans l'intérêt du pays, bien entendu , les remaniements qui pourraient les porter à ces places dans

(7) M. Casimir Delavigne, erratum, lisez M. Victor Hugo ou Alexandre Dumas, pour peu que vous soyez abonné au *Constitutionnel,* ou à quelqu'autre organe de saines doctrines littéraires.

lesquelles ils espéreraient mieux faire que ceux qui les possèdent. Il résulte de là, à leur insu et par un sentiment dont la source même est louable, que la *Politique* les préoccupe et les absorbe bien plus qu'elle ne ferait s'ils vivaient paisiblement dans un village du fond de la province, et qu'ils observassent et jugeassent de là les affaires dans le calme d'une solitude tout-à-fait philosophique.

Or, les écrivains de la *Presse des départements,* sans être précisément des philosophes solitaires, se rapprochent néanmoins plus de cette position que leurs confrères de Paris. Cette différence de position doit donc leur donner, au sujet de ces sortes d'affaires, un esprit plus dégagé et plus libre que celui des autres. Aussi est-il remarquable que les faits se complaisent à approuver la théorie que nous venons d'établir sur cette diversité de position des écrivains de la Presse politique française; - et nous croyons que le même résultat se remarquerait aussi dans les autres pays.

La *Presse des départements* aborde souvent, depuis deux ou trois ans, les questions situées en dehors du domaine de la Politique; elle va même à cet égard jusqu'à reprocher en termes souvent assez vifs à sa suzeraine de Paris, son peu de considération pour des sujets aussi importants, - suivant elle. C'est une bataille engagée, et comme la Politique est en mouvement général de baisse (les petites recrudescences momentanées n'altèrent pas la loi générale du refroidissement), et que, d'un autre côté, ces idées, que nous n'appelons pas *affaires d'intérêts matériels* mais *idées sociales*, sont au contraire en phase d'accroissement, il se pourrait bien faire que la *Presse parisienne* ne tardât pas à être tournée, et, - ma foi, - débusquée de sa position par les phalanges départementales.

Ainsi, il ne faut pas confondre la *Périodique parisienne* et la *Presse départementale*. Quand nous disions donc la Presse, tout court, cela voulait dire la *Presse de Paris*, - comme les latins disaient *Urbs*, la *Ville*, pour dire la *ville de Rome*, même quand déjà Rome commençait a n'être plus le centre de la puissance impériale.

Ce que nous disons de la presse départementale, ce n'est pas seulement pour nous ménager sa bienveillance et nous mettre en accord avec elle, c'est encore pour lui rendre justice et pour apprendre, - nous qui l'avons suivie et étudiée, - à beaucoup de Parisiens qui ne la connaissent pas: que bien des questions dont ils n'ont jamais vu dire un mot à la *Périodique* régnante de Paris, sont déjà mises en question dans la France. Ceci d'ailleurs ne doit pas étonner, puisque la *Presse* s'est occupée souvent à prouver que le Pouvoir est toujours en arrière sur la nation pour les bonnes choses, que ses hommes sont les derniers au progrès, qu'ils s'obstinent nécessairement à rester à la queue. On doit lui appliquer ce raisonnement, à la Presse centrale, depuis qu'elle est devenue un Pouvoir; et cette application lui va d'autant mieux, que ce sont, dans le nombre, les journaux les plus influents (j'entends ceux qui ont le plus d'abonnés), qui se montrent les plus imperméables à ces idées nouvelles de progrès, qui même, pour dire plus juste, se montrent le plus malintentionnés contre elles.

A l'appui de ce que nous avançons sur la *Presse départementale*, nous allons citer un article tout récent, un des derniers que nous ayons remarqué dans ses colonnes. Voyez si ce n'est pas un article de bon sens, et vraiment plus raisonnable que ceux dont la *Maîtresse-Presse de Paris* asperge le pays.

Dizième partie: *Simple citation d'un article de la Pressedépartementale, à l'intention de montrer qu'elle parle plus raison que la Presse parisienne.*

«Situation actuelle,

Nous touchons à une époque où, selon toute apparence, il sera très difficile de réunir au pouvoir six hommes ayant une même pensée politique, et pouvant parfaitement s'entendre sur le système à suivre pour gouverner la France et régler l'essor de son mouvement progressif. C'est qu'il n'y a plus de conviction profonde et générale, plus d'idée qui agisse sur les masses et rallie les volontés; chacun a son opinion, Son système à lui; en un mot, la division dans les croyances politiques est poussée à l'extrême, si tant est qu'un puisse donner ce nom de croyance à ses opinions d'un jour que la vanité, l'intérêt ou la peur font et défont a chaque instant.

Sans doute un pareil état de choses n'aurait point lieu si les principes de gouvernement pratiqués jusqu'à ce jour, eussent compris tous les besoins de l'humanité, et permis, à côté des intérêts anciens, la pacifique accession de tous les intérêts nouveaux, nés du développement successif des arts et de l'industrie. Mais ja-

mais société sur la terre n'a été encore organisée ni gouvernée en vue des progrès qu'elle devait accomplir. Les institutions n'ont jamais réglé que les droits qui se rattachaient aux intérêts existants. De telle sorte que les intérêts qui surgissaient au sein de la société, après l'établissement de ces institutions, n'étaient point admis à la protection dont les premiers jouissaient. De là pour eux un état d'oppression qui durait jusqu'au moment où ils étaient assez forts pour livrer bataille aux intérêts anciens; de là, pour ainsi dire, la nécessité fatale des révolutions, comme moyens de progrès pour les peuples; moyens du reste toujours peu efficaces, et n'opérant jamais directement l'affranchissement des intérêts asservis; car tout bien à réaliser exige l'application d'un système de conditions positives: il ne saurait résulter d'une simple négation.

Or, qu'on examine; une révolution n'est pas autre chose. Elle nie, elle détruit, mais n'affirme ni n'organise rien. Et voilà précisément ce qui fait qu'après elle les peuples souffrent encore et demandent satisfaction par de nouveaux cris, par de nouveaux témoignages d'impatience et de colère; et voilà ce qui fait aussi que le hommes qui avaient eu foi dans la valeur sociale des principes révolutionnaires, trompés par l'expérience sur laquelle ils fondaient leurs espérances, tombent dans le doute, perdent toute conviction politique, et cessent de s'accorder et de s'entendre. Cette période est l'une des plus tristes et des plus déplorables qu'il soit donné à une société de parcourir.

Depuis la révolution de juillet, la direction des affaires m'a cessé d'être aux mains des hommes qui, sous la Restauration, avaient le plus ouvertement professé les principes du libéralisme. Comment expliquer que ces hommes, arrivés au pouvoir, aient tous, ou presque tous, fait plus ou moins complètement divorce avec les idées auxquelles ils devaient leur réputation et leur popularité? Comment expliquer que les plus habiles d'entre eux aient si brusquement rompu avec leurs doctrines abstraites d'émancipation et de liberté, et fait résistance au mouvement qui entraînait les peuples, eux qui l'avaient provoqué, ce mouvement? Certain parti répond à cela, en accusant d'égoïsme, de mauvais vouloir, de morgue aristocratique, de manie despotique, et que sais-je encore! ces hommes autrefois pleins de dévouement aux intérêts du peuple, et toujours prêts à défendre ses droits contre les empiétements et les attaques du pouvoir. Il faut croire, en vérité, qu'en nos temps il n'en coûte guère de passer subitement des sentiments les plus généreux et les plus sociaux au plus vil égoïsme, des dispositions les plus philanthropiques au dédain le plus inouï pour ces semblables. Mais '«ne telle accusation -ne saurait sa» tiisfùre la raison de llhomme que .rüaveugte pas lfesprit de » parti. fille n'est point mne explkiitton snflisaute des faits , et » réprouvé qne Pétroitesse de /vues de ceux-qui la soutiennent.

Si les hommes, qui ont disposé du pouvoir ou qui s'en sont approchés, n'ont pas été aussi conséqnents avec leurs premiers principes qu'on devait s'y attendre c'est que, plus clairvoyants qui ceux qui les entourent, ou mieux placés qu'eux pour voir, ils se sont aperçus de l'impossibilité de gouverner, avec des idées abstraites de liberté, une société en proie à l'esprit d'individualisme le plus destructeur.

Le libéralisme, tel que nous l'avons professé sous la Restauration, et dont le républicanisme ne diffère que par sa hardiesse plus grande à tirer les conséquences, s'est fait, des moyens d'établir la liberté, l'idée la plus fausse et la plus illusoire. Pour lui alors, comme pour la république aujourd'hui, tout le secret résidait dans une modification plus ou moins profonde du pouvoir. Il ne fallait qu'en limiter l'action pour rendre les peuples à la liberté. Erreur grave, car le pouvoir, quelle que soit du reste la forme qu'il affecte, n'est point en soi la cause de l'asservissement des peuples, mais un moyen employé par la société, dans l'intérêt de sa conservation, pour maintenir l'ordre contre les tendances subversives de la liberté. Or, aussi longtemps que celle-ci tendra à l'abus, au désordre, l'emploi d'un pouvoir modérateur et répressif sera fort nécessaire; et aussi longtemps qu'il aura ce caractère, il n'est de système de garantie si bien conçu et si fort qui soit capable de l'empêcher de faire de temps en temps de l'arbitraire et de la tyrannie; et aussi longtemps que les forces qui sont en jeu dans la société, et dont la source est au cœur et dans l'intelligence de l'homme, resteront désunies; » aussi long-temps qu'elles se feront la guerre, toute liberté iî tendra au désordre , à l'anarchie. C'est une conséquence forcée. Donc c'est par l'accord des intérêts, par l'harmonie des forces individuelles qu'il faut commencer, et non par la réforme du pouvoir. Introduire au sein même de la société les conditions d'un arrangement nouveau qui ôte à la liberté ses tendances subversives, fasse converger toutes les forces, toutes les volontés vers l'ordre, et rende inutile l'emploi des moyens compressifs et répressifs, telle est la voie qui seule peut conduire à la liberté. Faute au libéralisme d'avoir envisagé la question sous ce point de vue, il s'est trouvé au jour venu sans puissance pour remplir les désirs de liberté qu'il s'était si follement promis de satisfaire. Il n'a su que pousser les peuples sur les trônes. Et après?... après? les mêmes plaintes se sont fait entendre, la voix de l'émeute a grondé encore autour des palais, et beaucoup s'en sont effrayés et n'ont plus obéi qu'à la peur, leur seule opinion politique; et aujourd'hui ils n'ont plus de pensée générale à faire prévaloir et à suivre. Ils sont sans vue d'avenir, sans indication sur la destinée de la société, obligés de faire du fatalisme politique, et de s'en remettre, du soin de nous conduire ils ne savent où, à la

force des choses. Car beaucoup, en poussant devant eux, ont senti la terre leur manquer, et n'ont plus osé avancer; et ils ont eu raison, puisqu'au-delà il n'y a sur la voie qu'ils ont suivie qu'un profond abîme; au-delà c'est la barbarie qui nous attend: il faut changer de route. L'expérience politique des idées produites par la philosophie du 18ème siècle vient de s'achever; et, pour tous ceux qui ont su voir, il ressort d'une manière évidente de cette expérience, qu'à quelque élaboration nouvelle qu'on les soumette, il est impossible d'en tirer autre chose que la négation plus ou moins entière des croyances qui servaient de base à l'organisation du pouvoir ancien.

Eh bien donc, qu'on y songe ! ce n'est point avec de tels » moyens qu'on parviendra jamais à satisfaire les désirs de liberté qui agitent les peuples. La liberté a ses conditions en dehors desquelles elle est une chose aussi impossible que la vie en dehors des conditions de l'organisme; et ce n'est point en niant ce qui la contredit qu'on parvient à l'établir, pas plus qu'en niant la mort on n'établit la vie. Il faut pour cela faire œuvre positive, il faut réaliser une systématisation régulière des forces sociales, c'est-à-dire des forces et des moyens des individus; il faut les accorder, les combiner, afin que leur essor n'ayant rien de subversif ni de destructeur, on ne soit pas obligé de les comprimer, de les réprimer. A cette condition seulement la liberté est possible. Je dirai plus, c'est aussi la seule manière d'obtenir l'ordre, car la liberté et l'ordre sont deux faits essentiellement corrélatifs et dépendants. Gouvernés et gouvernails sont donc également intéressés à ce que l'on procède tout d'abord à la combinaison harmonique des forces individuelles; et, par forces individuelles nous entendons tout ce que chaque individu possède de moyens naturels ou acquis, pour créer, pour produire, pour jouir et faire jouir ses semblables. Ainsi c'est une œuvre industrielle qu'il importe avant tout d'entreprendre, et si bientôt cette pensée ne prévaut, il serait difficile de dire tous les embarras qui vont naître de l'épuisement politique dans lequel nous tombons avec une rapidité qui va toujours croissant. Le doute est au cœur de tous les hommes que ralliaient naguère les principes du libéralisme. La pratique de ces quatre dernières années leur en a fait apercevoir tout le vide; et voilà qu'aujourd'hui ils n'ont plus de foi commune, plus de pensée commune, plus » de volonté commune, et partant sont inhabiles à toute œuvre sociale. A qui va donc tomber la direction du mouvement que nous devons suivre? Nous ne saurions le dire, car tout parti politique est frappé d'une semblable impuissance. Il n'est plus que les hommes de doctrine et de science sur qui nous puissions fonder encore quelque espoir de salut. Eux seuls peuvent nous donner la solution des difficultés sans nombre qui nous entourent. Quel vertige donc nous les fait dédaigner?».

Onzième partie: *Quelques observations sur la Presse départementale.*

Voyez comme tout cela est sensé, juste et raisonnable. On dirait que c'est un des nôtres qui a écrit cela tant c'est d'accord avec ce que nous disons: c'est même probablement ce que l'on ne manquera pas de soutenir; et, après tout, l'on fera bien, car quiconque parle raison dans ce genre-là est un des nôtres: et même, puisque Voltaire a dit une vérité en avançant que la raison finit toujours par avoir raison, nous espérons que tout le monde finira par être des nôtres.

Ce bon article que l'on vient de lire, a paru d'abord dans le *Journal de Saône-et-Loire*, où il a été pris par l'*Impartial* de Besançon, journal qui pour perdre quelquefois trop de temps, peut-être, à soutenir le gouvernement à la manière banale de la Presse gouvernementale ordinaire, n'en contient pas moins, fréquemment, des pages aussi sensées que celles-ci.

On pourrait adresser cette même réflexion à beaucoup d'autres journaux de province, dont il y a le même bien à dire. Quand des écrivains, qui ont compris et posé des questions comme celles que contient l'article précédent, et que la Presse départementale accueille, - bourrent ensuite leurs colonnes avec les vivacités opposantes connues ou les épaisses et lamentables apologies ministérielles, qui sont le pain quotidien de la Presse de Paris, on sent bien que ce n'est pour eux qu'une simple affaire de forme. C'est imposé par la nature de l'abonné français, qui appartient au peuple le plus indépendant, le plus hardi, le plus novateur du monde; ce qui ne l'empêche pas d'avoir peur d'une bonne idée qu'il voit pour la première fois, comme son enfant a peur du loup. - Toutefois, si l'abonné s'effarouche d'abord, il est susceptible d'être apprivoisé, et il faudrait que l'on domptât un peu plus encore que l'on ne semble le faire, sur son bon sens et sur la puissance de la raison.

Et puis, on rendrait bien service au gouvernement en ne le défendant que par de bonnes raisons. Il n'y a rien de plus défavorable au gouvernement et au ministère, que la Presse ministérielle proprement dite;

car la littérature de cette Presse, qui peut plaire aux amis du ministère, du gouvernement, comme vous voudrez, ne convertit pas un seul de ses ennemis, et au contraire elle les aigrit tous. Dès lors, il est évident qu'elle ne fait absolument que nuire à ceux qu'elle veut servir. Le gouvernement devrait donc, s'il paie certains journaux comme on le dit, les engager à changer du tout au tout cette tactique qui lui est si nuisible; et si ces journaux déclaraient ne pas savoir le défendre autrement qu'ils ne font, il devrait alors plutôt les payer double pour se taire. Nous aurons, ailleurs, à établir nettement et à démontrer au gouvernement cette importante proposition. Pour le moment, nous nous bornons à émettre à la Presse avancée de la Province cette opinion, qu'elle devrait craindre, moins encore qu'elle ne le fait, de s'émanciper des mauvaises traditions contre lesquelles elle argumente si nettement. Pour briser tout-à-fait le joug, il suffit de vouloir; l'abonné s'habitue à la raison comme à toute autre chose, on peut en être persuadé.

L'article de tout à l'heure, reproduit par l'*Impartial,* l'a peut-être été par dix autres journaux. C'est une bonne habitude de la Presse départementale de reproduire ainsi mutuellement son bons articles, en citant Jour origine, car s'il est bon de dire des choses justes aux habitants de son département, il est bon aussi, de montrer qu'on dit de même ailleurs: on donne tout de suite de la valeur à des questions importantes en montrant qu'elles sont mises ailleurs encore à l'ordre jour; - dans notre monde assez moutonnier, on à bien plus raison quand ou a raison avec beaucoup d'autres, que quand on a raison tout seul.

La Presse départementale ne saurait trop, suivant nous, user de ce procédé de la reproduction réciproque des bons articles. C'est comme cela qu'elle peut réaliser l'alliance de toutes ses parties, et se donner promptement l'importance qu'elle mérite. Peut-être bien la Princesse de Paris ne verra pas avec grand plaisir cette fédération des vassales; ce serait un malheur, mais un malheur bien compensé par le bienfait que vaudraient au pays l'accroissement d'influence de la Presse raisonnable, et la substitution des bonnes questions sociales aux mauvaises questions politiques.

La Presse des départements a une chose à démontrer: c'est que tous les intérêts de la France ne sont pas dans Paris, et qu'à plus forte raison ils ne sont pas les intérêts seulement d'une soixantaine de méchants plumicoles! - sans compter quelques bons, - qui font et sont la Presse de Paris. Cette démonstration-là, c'est la raison d'être même d'une Presse départementale; car si tous les intérêts de la France étaient ce que nous venons de dire qu'ils ne sont pas, à quoi donc correspondrait l'existence d'une Presse départementale? Que la Presse de Paris en reste donc, si elle le veut ainsi, à ces sottes bavarderies politiques; - mais que la Presse départementale entre à pleines voiles dans le développement des intérêts de l'industrie, de l'agriculture, de la propriété, du travail, de l'intelligence, dans les intérêts sociaux, en un mot: la tâche vaudra bien l'autre.

Nous allons maintenant passer à un exposé succinct de nos principes, qui diffèrent entièrement de ceux de la Politique ordinaire, et que, cependant, nous avons la hardiesse de nommer *Principes d'une saine politique*. Ceux qui approuveront cette hardiesse, qui jugeront nos principes sages, raisonnables et de bonne influence, en trouveront les développements complets et les déductions pratiques, dans nos livres et nos journaux, que nous prenons ici la liberté de leur recommander, ne fût-ce que comme articles de nouveauté

CHAPITRE CINQUIÈME:

PRINCIPE D'UNE SAINE POLITIQUE.

Première partie: ***Ce que c'est que l'École ou le Parti sociétaire.***

Nous avons montré, dans ce qui précède, combien nous différons des vieux Partis politiques par la nature de notre critique. Le titre de ce chapitre prouve déjà que nous en différons encore, en ce que nous ne nous contentons pas, comme eux, de critiquer et attaquer ce que font les autres, sans dire ce qu'il faudrait faire; mais que, au contraire, nous ne critiquons ce qui nous semble mal qu'en vue de montrer et offrir quelque chose qui nous semble bien. - Comme cela, si l'on venait à nous démontrer que nous nous trompons en attribuant de l'efficacité aux moyens que nous proposons, on devrait cependant nous louer de ce que nous pensons au moins à proposer des moyens. Si nous parvenions à faire prendre au monde politique l'habitude de ne pas rester enfermé dans le cercle étroit de la négation pure, et de poser clairement quelle voie de guérison on offre à la maladie dont on signale les effets, en vue de quel bien on critique le mal, - nous croirions déjà avoir rendu un bon service.

L'École ou le *Parti sociétaire*, - comme on voudra dire, - se compose des hommes qui, frappés des désordres sans cesse renaissants au sein de notre société, et des vains efforts de tous les Partis et opinions politiques pour les faire cesser, ont compris que la racine du mal existe, non pas dans la nature des hommes, non pas dans la nature des intérêts, mais dans les divergences qui résultent d'une fausse combinaison de ces intérêts; et que, par conséquent, le remède au mal réside fondamentalement dans l'association des intérêts aujourd'hui divergents.

Constituer l'association, tel est donc le but de l'*École sociétaire*.

Mais pour constituer l'Association, il faut avoir un moyen, un procédé. Or ce moyen, ce procédé, elle l'a trouvé dans la découverte d'un homme d'un immense génie, qui l'a déposé dans diverses publications, dont la première remonte à l'année1808, et auxquelles les organes ordinaires de la publicité, qui se donnent comme les sentinelles avancées de l'opinion, les annonciateurs et propagateurs zélés de toute idée utile au pays et à l'humanité, les chauds amis du progrès, - n'ont répondu que par le plus malveillant silence, ou par les plus piteuses plaisanteries du monde.

La découverte de Fourier sur l'*Art d'associer*, le moyen qu'il propose pour remédier aux désordres de notre société, constituent un système d'idées qui sont maintenant du domaine public; et , comme la Presse, dont la tâche et le devoir étaient de les examiner, de les faire connaître au pays, de provoquer la mise en pratique du bien qu'elles renferment, les a formellement cachées et repoussées, préférant continuer son trafic d'erreurs et de querelles; les hommes qui ont compris et accepté ces idées ont résolu de leur crier une publicité, de les faire valoir ce qu'elles valent, et d'appeler à leur réalisation pratique.

Le moyen découvert par Fourier leur paraît revêtu du caractère scientifique dans toute la rigueur du mot; c'est à leurs yeux le procédé naturel d'Association, la combinaison sociale mathématiquement déduite de la constitution physiologique et morale de l'homme, le moyen capable, enfin, d'utiliser, d'employer au bien, de développer harmoniquement toutes les facultés natives de chaque nature individuelle, dans le sens du bonheur commun et de l'ordre général. - Ceux qui ont accepté ce moyen ne refusent pas, d'ailleurs, d'examiner et de discuter tout autre moyen qui serait offert pour atteindre le même but, l'*Association des intérêts et des individualités.* - En outre (et ceci doit être formellement exprimé), la propriété de la Science de l'ouvrier appartient à Fourier seul; ses livres sont là, et, seuls, font foi pour cette science : de telle sorte que s'il arrivait aux hommes qui ont accepté cette Science, de faire fausse route, soit dans des expositions, soit dans des applications ou des déductions ultérieures, eux seuls, - et non la science et son créateur, en seraient responsables.

Ainsi, l'*École sociétaire* a, pour but, la réalisation de l'Association. Elle a, pour moyen, la science sociale, due au génie de Fourier. Et elle accomplira sa tâche en installant une publicité dont le double essor consistera, - d'un côté, à montrer que la vieille Politique, posant mal toutes les questions, est condamnée à stationner dans les régions basses et malfaisantes où il convient de la laisser; - et de l'autre, à montrer comment les questions sociales doivent être posées pour être susceptibles de solutions, et à donner ces solutions.

Cette double tâche, critique et organique, l'*École sociétaire* compte la conduire avec ses journaux et ses; livres, faits ou à faire.

Elle aura deux organes réguliers: - l'un, dont la périodicité sera de deux, et, plus tard, trois livraisons par semaine, prendra corps à corps les questions d'actualité, politiques, scientifiques, industrielles et littéraires ou plus généralement esthétiques; c'est le journal annoncé sous le titre de *La Phalange*, en date de la première semaine de janvier 1836. - Son autre organe régulier consistera en une revue mensuelle. - La première publication sera spécialement consacrée à la critique et aux discussions relatives à la manière dont les questions doivent être posées dans les différentes régions du domaine intellectuel; la seconde contiendra spécialement des travaux organiques de plus longue haleine.

Dès aujourd'hui le *Parti sociétaire* aborde les autres Partis, le public avec une série déjà nombreuse d'ouvrages, dont une liste bibliographique détaillée se trouve à la fin de cette brochure. Ceyte liste ne tardera pas à s'accroître d'ouvrages de toute nature, variant depuis les formes scientifiques et abstraites jusqu'aux formes littéraires et dramatiques. - Nous ajoutons avec plaisir qu'un de nos littérateurs les plus spirituels est déjà à l'œuvre pour un roman où les idées de cette *École* sont en cause. Tout nous fait croire que notre littérature, qui retombe aujourd'hui, par épuisement, dons des idées bien mortes pour jamais, ne tardera pas à venir puiser la vie aux sources fécondes ouvertes, comme autrefois celles du désert, par la miraculeuse puissance du génie libérateur qui a révélé au monde Dieu et l'Attraction, le bonheur et la liberté.

Quant aux soldats de la *Phalange sociétaire*, ils ne veulent pas se décerner des couronnes avant la victoire, comme toute jeune armée est assez coutumière de le faire. Pourtant ils déclarent dès aujourd'hui, avant que leur *Idée* ne soit devenue une puissance nommée et reconnue, et pendant que beaucoup, s'obstinant à nier sa valeur et ses envahissements rapides, les traitent encore d'insensés et de rêveurs, - ils déclarent dès maintenant même qu'ils se sentent assez approvisionnés en courage, en nombre, et, osons le dire, - en talents, pour que, le bon sens du pays, et le bon vouloir des hommes de cœur et d'intelligence aidant, ils se fassent fort de mener dans un temps peu éloigné leur œuvre à bout, c'est-à-dire pour arriver à la réalisation pratique, vivante, et pour tous bienfaisante, de leur Idée.

La conception de Fourier étant, comme nous l'avons dit plus haut, entrée dans le domaine public par les publications de cet homme puissant, ceux qui composent aujourd'hui l'*École sociétaire* ne prétendent nullement au monopole de cette Idée; toutefois, comme ils sont voués à son développement et à sa réalisation, comme ils ont attaché leur avenir à son avenir, il va sans dire qu'ils se réservent leur incontestable droit à critiquer tout effort inspiré par cette Idée, dans le domaine de la théorie ou de la pratique, qui leur paraîtrait faux, maladroit, de nature, en un mot, à en compromettre la réalisation et l'avenir.

Ces préliminaires étant établis, passons à une courte exposition, non pas des principes de la science générale produite par Fourier, - ce qui nous jetterait hors du cadre étroit que nous nous sommes imposé ici; - mais seulement des principes d'économie sociale déduits de celle science.

Deuxième partie: *La Société doit, sous peine d'anarchie et de dissolution, offrir un but général à l'activité des facultés individuelles.*

L'homme étant un être destiné à la société, doué de facultés actives, et appelé par sa nature même à les exercer et les développer, il faut évidemment que la société fournisse un but général à l'activité des individus; faute de quoi toutes ces activités éparses non ralliées, luttent entre elles et ne produisent que conflits et anarchie. Cela est confirmé par l'histoire de toutes les sociétés. La société romaine, par exemple, organisée en guerre, a été vivante et compacte tant que la conquête a été le but de l'activité de ses citoyens. La guerre était même le grand moyen politique du gouvernement de Rome. Quand, au sein de la paix, la division commençait à éclater, le Sénat déclarait la guerre. Il rétablissait ainsi la convergence et la compacité intérieures, en ralliant les activités individuelles sous le drapeau de la patrie et les appliquant à la conquête extérieure. Quand Rome eut conquis tout ce que ses bras lui permirent d'embrasser, la conquête devenant impossible, la société cessa d'offrir un but général à l'activité des esprits; les jeux et les grands spectacles, vains simulacres de l'esprit ancien, ne trompèrent qu'un instant la soif du peuple-roi: le colosse tomba.

L'histoire moderne, celle de notre Révolution et de l'Empire, celle de l'esprit du 18ème siècle, qui est venu se rompre sur la victoire de Juillet, nous fourniraient des révélations analogues.

Ainsi, en principe, pour qu'une société soit compacte et vive d'une vie propre, il faut qu'elle fournisse un but général à l'activité des esprits, qu'elle fasse converger les rayons à un centre commun. - Ce principe, qui est la condition d'existence, non pas seulement de toute Société, mais encore de tout Parti, de toute agrégation, de toute corporation; ce principe n'est pas neuf: chacun l'a dit et compris, et je ne pense pas que personne aujourd'hui soit disposé à le nier.

Troisième partie: ***Le but que la Société doit offrir à l'activité des esprits doit un but humanitaire, c'est-à-dire concordant avec les besoins généraux de l'Humanité.***

Mais ce n'est pas tout, que la société fournisse un but à l'activité humaine. La société romaine qui avait la conquête pour objet, et qui opérait, sur ce but, le ralliement de ses parties, a bien pu tirer de ce fait, vie, compacité, puissance. Elle avait bien, par là, une condition d'existence: mais c'était une condition subversive, au point de vue humanitaire; puisque cette condition était la guerre dirigée contre les autres fractions de l'humanité, avec lesquelles elle était en contact par ses frontières.

De même, dans l'ordre intellectuel, l'idée philosophique du 18ème siècle, qui était le renversement de la puissance féodale et de la compression exercée contre la raison par la tyrannie de la foi catholique, a bien pu être une condition de vie, de compacité et de puissance, pour le parti philosophique ou libéral: mais c'était encore là une condition subversive, puisqu'elle avait pour objet une lutte, un renversement; et c'était si bien là l'objet de cette Idée, que quand elle est venue se traduire dans le domaine des faits, elle a produit des luttes et des renversements dont aucun de nous, je pense, ne niera la violente réalité.

Il résulte de là, en bonne, en saine et rigoureuse logique, - si on se place, non pas au point de vue de la vie exclusive d'une nation, d'une vie particulière, hostile au développement des autres branches de l'humanité, et, par conséquent, anti-sociale, mais au point de vue d'une Politique large et humanitaire, comme il est, heureusement, ridicule aujourd'hui de ne point le faire; - il résulte de là, dis-je, que l'on doit considérer non seulement la nécessité d'un but social, mais encore la nature de ce but. Et, en conséquence naturelle et facile qui vient se placer ici d'elle-même pour conclusion, c'est que le but qu'il s'agit de proposer aujourd'hui à l'activité humaine, - pour réaliser la condition de vie de la société française (en localisant ainsi la question), ne doit plus être un objet qui implique l'hostilité de cette nation avec les nations extérieures, mais qui, au contraire, comporte et entraîne l'harmonie de cette partie de l'humanité avec les autres parties.

En d'autres termes, l'objet qui doit être la condition de vie de la société française, le point de ralliement des intérêts et des forces de cette société, doit être harmonique avec les intérêts généraux de l'humanité.

Quatrième partie: ***Le désir du bonheur étant de suprême universalité dans l'humanité, ce désir révèle le caractère général du but sur lequel seul l'humanité peut se rallier tout entière.***

Oh! si l'on pose ainsi la question politique, à la bonne heure, nous pourrons faire de la Politique, et nous entendre.

Du reste, on le voit bien, notre procédé pour établir la question dans la forme convenable, est toujours le même; il consiste toujours, simplement, à substituer la solution large de l'harmonie, à la solution étroite de la lutte; à demander la convergence des forces et des intérêts, au lieu de vouloir le triomphe de certaines forces et de certains intérêts, sur d'autres forces et d'autres intérêts qu'un milieu trop rétréci rend hostiles.

Maintenant, suppose-t-on que, de cette façon, le problème devienne plus difficile à résoudre? Allons donc est-ce que, par hasard, la vie et la puissance d'une société seraient mieux assurées quand ce qui sert et rallie les intérêts de cette société, contrarie, froisse, attaque les intérêts des sociétés voisines et contem-

poraines, au lieu de se coordonner et de se combiner avec eux? Est-ce qu'un homme, un intérêt, une agrégation d'hommes, une agrégation d'intérêts, trouveraient plus facilement leur compte, leur développement, leur satisfaction, dans un entourage ennemi, qu'au sein d'un milieu concentrique, allié et sociétaire? - On ne pourrait pas raisonnablement tenir cela.

Voilà donc qu'il devient clair, à priori, que l'on doit se proposer pour objet l'accord et la convergence intérieures et extérieures des intérêts, des forces et des actes, - non pas seulement si l'on veut faire de la bonne Politique, mais encore si l'on veut faire de la Politique facile, acceptable par tous, de la Politique réalisable.

Et maintenant quel est le but sur lequel toutes les puissances toutes les facultés, tous les intérêts de l'humanité, peuvent être d'accord et se rallier? - La réponse est bien simple, bien naïve, un enfant la ferait...

L'humanité, toutes les individualités qui la composent, aiment le bonheur aspirent au bonheur. - Dès lors l'humanité et les individualités qui la composent peuvent-elles se rallier toutes, sur la république, sur la monarchie, sur la charte de 1830, sur la négation philosophique de la féodalité et de la théocratie catholique, sur la conquête et la guerre, sur le judaïsme, le protestantisme, le mahométisme, le christianisme, le saint-simonisme , sur les dogmes des religions de l'Inde et de la Chine, sur les systèmes philosophiques de Platon, de Locke, de Kant, de MM. Cousin, Jouffroy ou Laromiguière, que sais-je, moi? sur le sensualisme, sur le spiritualisme, sur l'éclectisme...? Eh! non, bon Dieu, car toutes ces choses ne sont que des mots plus on moins mal définis, ou des faits plus ou moins subversifs, ou des doctrines qui ont régné sur des peuples malheureux, et qui ne font point le bonheur, puisqu'elles n'ont pas conquis l'humanité; ou des manières de voir plus ou moins ingénieuses sur le mécanisme des idées, ou des explications psychologiques plus ou moins fausses et incomplètes, puisqu'elles ont été mises au grand jour sans saisir toutes les intelligences... Mais, en vérité, ces choses que j'ai dites, et beaucoup d'autres encore, ne sont point les moyens de bonheur de l'humanité et des individualités qui la composent.

Sur quoi donc peuvent se rallier toutes les activités?

- Eh! sur l'œuvre de la création des moyens du bien-être physique, moral et intellectuel de l'humanité, et sur rien autre chose.

Cinquième partie: L*a Constitution organique de l'homme révèle les moyens spéciaux du but sur lequel seul l'humanité peut se rallier tout entière.*

Nous voici maintenant, grâce à Dieu et an bon sens, dans le domaine des réalités. Le but que nous devons nous proposer et le point sur lequel nous pouvons tous nous rallier, c'est l'œuvre de la création de tous moyens de satisfaction du bien-être commun. Vous auriez beau dire, beau faire et beau chercher vous ne trouveriez rien autre chose sur quoi vous puissiez établir la convergence de toutes les forces humaines. C'est la réponse naturelle.

Il faut donc formuler ce but, exposer ses voies et moyens; et les esprits, ralliés d'abord sur l'Idée, ne tarderont pas à se rallier sur l'acte, sur la réalisation. C'est à cette formulation que nous allons rapidement procéder.

L'homme étant un être matériel ou sensitif, - moral ou affectif, - intellectuel ou capable de comprendre l'ordre et de régir, - il en résulte que les moyens de son bonheur résident dans la satisfaction combinée des besoins de sa triple nature. Ses jouissances, dans les trois ordres, sont proportionnelles à l'élévation hiérarchique de ces trois ordres; toutefois son bonheur complet ne peut pas résulter du sacrifice des besoins d'une de ces sphères,aux jouissances d'une sphère inférieure ou supérieure, mais seulement de la complète satisfaction des exigences de ces trois sphères, de leur harmonie parfaite.

Nous croyons que cette formule générale est claire, limpide et qu'elle saisit toute intelligence placée face à face avec elle. Pourtant nous pouvons peut-être la rendre plus palpable encore en la traduisant en d'autres termes, en disant: que le bonheur de l'homme réside dans le développement harmonique des moyens du bien-être matériel, du bien-être affectif, et du bien-être intellectuel , - et non dans la satisfaction exclusive

de l'un ou de l'autre de ces besoins généraux, au mépris de l'un quelconque ou de deux d'entre eux. - C'est le congé donné à toutes les doctrines philosophiques ou religieuses, évidemment trop étroites, qui ont apparu jusqu'ici; ou plutôt c'est la satisfaction totale des buts particuliers, partiels, de chacunes d'elles. Et il est certain que nous devions tomber d'abord sur cette première conclusion, à la fois critique et absorbante: - absorbante, puisque Dieu ne s'étant, à coup sûr, pas trompé en créant la nature humaine, il fallait bien que, chacune de ces doctrines particulières correspondant à certains besoins particuliers de notre nature, toutes ces doctrines fussent satisfaites à la fois dans leurs buts particuliers, à l'avènement du but général et humanitaire; - critique puisque, en même temps, chacune de ces doctrines particulières n'embrassant qu'un besoin partiel de notre nature et niant les autres, ces doctrines étaient nécessairement fausses au point de vue relatif, et incomplètes au point de vue absolu. Cette dernière assertion atteint d'ailleurs, à posteriori, une éclatante et suprême évidence, par le fait que ces doctrines exclusives et correspondant seulement à certains besoins de la nature humaine et non à l'ensemble, n'ont pu régner que temporairement et partiellement, ont été acceptées par certaines natures individuelles et toujours repoussées par d'autres; en un mot, puisqu'elles n'ont pas eu et ne sont pas d'ordre à avoir puissance d'absorber l'humanité entière. - Évidemment, irrésistiblement, ce qui n'est pas d'ordre à être absorbé par toutes les individualités de l'humanité, ou, si vous voulez, à les absorber toutes, ne satisfait pas intégralement les besoins de l'humanité: ce ne saurait donc être le but ultérieur et final de l'humanité.

Et maintenant que le problème est ainsi posé dans toute la généralité transcendante de sa formule à la fois analytique et synthétique, abordons la solution, passons à la pratique: car vous savez que si nous avons horreur de quelque chose, c'est bien de cette idéologie ou de cette psychologie perdue dans les nuages, et qui ne peut venir, ni ne pense même à venir se résoudre dans le fait, dans l'acte, dans la réalisation. - Venons donc à la solution, à la pratique.

Eh bien! que nous dit la pratique? - La pratique nous dit, - et certes la raison et l'intelligence parlent bien d'accord avec elle, que les besoins et les intérêts matériels, qui sont les plus bas en titre dans l'ordre des besoins et des intérêts généraux de la nature humaine, sont ceux dont les appétits sont les plus impérieux, les plus sujets à révolte, les plus vulgaires ou universellement répandus; qu'ils sont, par conséquent, les premiers à satisfaire dans l'ordre de la réalisation de l'Harmonie totale. Et cela doit être ainsi, par la bonne raison que, ces besoins étant de plus bas titre, les caractères et les natures individuelles chez lesquelles ils parlent plus fort que les besoins d'un ordre plus élevé, doivent être et sont en effet bien plus nombreux dans l'ensemble des caractères humains, que les caractères de haut titre: attendu que dans une armée, les soldats sont et doivent être plus nombreux que les colonels et les généraux.